

Des flux financiers illicites de 6,5 milliards de dinars

Page 3

Oran

Une femme de 54 ans parmi les harraga

Page 24

Les DEBATS

Votre quotidien national

Bordj Badji Mokhtar

Saisie de missiles sol-air

Des missiles sol-air ont été saisis par l'armée au Sud de l'Algérie, près de la frontière malienne. D'autres armes ont été récupérées grâce à l'exploitation de renseignements, a indiqué le MDN dans un communiqué.

Page 2



Agriculture et développement rural
**Gouvernance et renforcement
des capacités humaines
pour la sécurité alimentaire**



Par Mohamed Khiati

Mais alors disons-le d'emblée, que depuis quelques années, les méthodes de développement agricole et rural ont subi des changements profonds liés au fait que, de nombreuses initiatives n'ont pas donné les résultats escomptés. Il a fallu reconnaître que l'on avait trop misé sur le transfert de technologies et qu'en outre, on avait tendance à simplifier d'une manière exagérée, les problèmes de développement et à négliger les aspects socio-culturels des paysans.

L'attention s'est donc graduellement déplacée vers des approches visant à faire participer davantage les populations rurales à la planification et à la mise en œuvre des activités de développement destinées à les assister. On attache désormais, une importance croissante au rôle crucial de la connaissance, de même que dans celui de la recherche de méthodes plus susceptibles d'aider les collectivités rurales à améliorer leurs connaissances et leurs aptitudes, à travers les échanges d'informations et d'expériences à tous les niveaux, entre les individus engagés dans une intervention de développement. Dès lors, les dimensions communication et diffusion des connaissances dans les activités de développement paraissent fondamentales, dans la mesure où elles facilitent la compréhension des artisans du processus de développement et tendent à favoriser leur pleine participation. En contribuant au développement des exploitations et des productions, la diffusion des connaissances est peut être un moyen très puissant d'amélioration du niveau de vie et de la promotion sociale des populations rurales.

Ces objectifs impliquent tout particulièrement que les dispositifs d'information et de communication soient accessibles et utiles, répondant tout particulièrement aux préoccupations et attentes des agriculteurs, en gros, à la communauté rurale.

Page 4

Confrontés à de nombreuses difficultés

La souffrance des étudiants sahraouis dans les universités marocaines

Page 6



Grâce à l'exploitation de renseignements

Saisie de missiles sol-air à Bordj Badji Mokhtar

Des missiles sol-air ont été saisis par l'armée au Sud de l'Algérie, près de la frontière malienne. D'autres armes ont été récupérées grâce à l'exploitation de renseignements, a indiqué le MDN, dans un communiqué.



Par Massi Salami

Une importante cache d'armes et de munitions contenant, notamment des missiles sol-air, des obus de mortier et des fusées pour obus de mortier, a été découverte par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP), lundi, lors d'une opération de recherche et de fouille près des frontières à Bordj Badji Mokhtar, indique hier, un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

«Dans le cadre de la lutte antiterroriste et grâce à l'exploitation de renseignements, un détachement de l'Armée nationale populaire a découvert, le 17 décembre 2018, lors d'une opération de recherche et de fouille menée près des frontières à Bordj Badji Mokhtar (6^{ème} RM), une cache d'armes et de munitions contenant une mitrailleuse de type FMPK, 10 missiles sol-air calibre

55 mm, six obus de mortier calibre 82 mm, six fusées pour obus de mortier, ainsi qu'une quantité de munitions s'élevant à 115 balles», précise le communiqué. Par ailleurs, dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, un détachement de l'ANP «a intercepté, le 17 décembre 2018 à In Guezzam (6^{ème} RM), 32 orpailleurs et saisi un véhicule tout-terrain, trois motocyclettes et six détecteurs de métaux, tandis qu'un autre détachement a arrêté, à In Aménas (4^{ème} RM), trois contrebandiers et saisi sept quintaux de déchets de cuivre», note la même source.

Dans le cadre de la lutte contre les réseaux d'émigration clandestine, un détachement combiné de l'ANP «a appréhendé, en coordination avec les services de la Sûreté nationale, à Oran (2^{ème} RM), deux criminels impliqués dans l'organisation de traversées clandestines, tandis

que des éléments de la Gendarmerie nationale ont appréhendé, à Tlemcen (2^{ème} RM), un narcotrafiquant en sa possession 520 comprimés de psychotropes», ajoute le communiqué. Les éléments de l'armée nationale populaire redoublent de vigilance pour sécuriser le territoire national, notamment au Sud du pays. Des moyens importants ont été mobilisés pour faire face au risque d'infiltration d'éléments terroristes en raison, notamment de la situation sécuritaire prévalent dans les pays voisins.

Hier, les travaux de la 12^{ème} réunion des Points focaux du Centre africain d'études et de recherche sur le terrorisme (Caert), ont débuté à Alger en présence des représentants des Etats membres de l'Union africaine (UA).

Les travaux ont été ouverts par le directeur du Caert, Larry Gbevlo-Lartey Esq, en présence du Haut commissaire à la paix et

à la sécurité de l'UA, Smaïl Chergui, de l'ambassadeur d'Espagne en Algérie, M. Fernando Moran Calvo-Sotelo et du représentant de l'Algérie auprès du ministère des Affaires étrangères étrangères, Haoues Riache.

La réunion annuelle, qui s'étalera sur deux jours, portera sur l'analyse du rapport d'activités annuel du Caert, lors de laquelle les participants seront appelés à réfléchir sur la «promotion de l'équilibre entre la lutte contre le terrorisme et les droits de l'homme en Afrique», thème de cette édition.

La réunion a rassemblé les points focaux du Centre de recherche Caert représentant les pays membres de l'Union africaine (UA) ainsi que ceux des communautés économiques régionales et des mécanismes régionaux de lutte contre le terrorisme sur le continent africain.

M.S.

Pour plus de crédibilité à la profession

Appel à moraliser la culture du Web journalisme

Les participants à une rencontre nationale sur le journalisme mobile, organisée lundi à l'université Mohamed Khider de Biskra ont appelé à «l'importance de moraliser cette nouvelle forme de journalisme pour apporter plus de crédibilité à la profession». Le président du comité scientifique de cette rencontre, le Dr Mourad Miloud a plaidé pour «apporter plus de crédibilité à l'écriture journalistique spécifique au Web et à asseoir le principe d'objectivité dans la pratique du journalisme mobile ce qui permettra de gagner la confiance du public».

Avec la généralisation des Smartphones et des réseaux sociaux «il est primordial aujourd'hui de maîtriser toutes les techniques rédactionnelles propres à ce nouveau genre de journalisme», a-t-il affirmé.

Le Dr Zakaria Bensghir de l'université de Biskra a, pour sa part, souligné l'importance de vérifier ses sources d'informations et de se méfier de la désinformation mettant en avant l'impératif pour les médias et les journalistes de faire preuve de précision dans le traitement de l'information à travers les réseaux sociaux et autres applications mobiles.

Il a, dans ce contexte, évoqué la nécessité de sensibiliser le public des dangers et des sanctions pénales relatifs à une mauvaise utilisation du journalisme mobile, notamment lorsqu'il s'agit de porter atteinte à la vie privée d'autrui.

De son côté, le Dr Djaber Nacer a mis en avant l'impératif d'«élargir la culture du Web journalisme à travers des sessions de formation s'employant à hausser l'efficacité du journalisme digital loin de toute propagande et désinformation».

Il est à noter que cette rencontre nationale a été organisée à la salle de conférences du pôle universitaire de Chetma en présence d'académiciens venus de tout le pays. H. M.

Loi sur la protection de l'enfance

Les textes d'application sont au niveau du gouvernement

Les textes d'application issus de la loi de 2015 relative à la protection de l'enfance se trouvent actuellement au niveau du secrétariat général du gouvernement, a déclaré, lundi à Tipasa, la déléguée nationale de la promotion et de la protection de l'enfance (Onppe), Meriem Cherfi.

Signalant la préparation, en cours par son Organe, pour la première fois en Algérie, d'«une banque nationale de données sur la situation de l'enfance, à l'échelle nationale», Mme Cherfi a estimé, dans une déclaration à l'APS, que «notre pays a franchi de grands pas en matière de protection et promotion des droits des enfants» à travers, a-t-elle dit, «l'arsenal juridique

permettant la consécration de cet objectif».

La responsable, accompagnée par le wali de Tipasa, Mohamed Bouchama, lors d'une visite dans la wilaya, a souligné que les textes d'application issus de la loi de 2015 se trouvent actuellement au niveau du secrétariat général du gouvernement pour examen «avant leur promulgation prochaine».

Elle a, par ailleurs, fait part de préparatifs en cours en vue de l'introduction, auprès du Président de la République, du premier rapport annuel de son organe relatif à la situation des droits de l'enfance, depuis sa création en 2015 et sa désignation à sa tête en 2016.

«Nous visons la promotion de

l'Onppe en référent national en matière des droits des enfants», à travers la mise au point d'une plateforme de données ou banque d'informations sur la situation de l'enfance en Algérie (comme stipulé par la Loi sur l'enfance), a-t-elle ajouté.

Selon les prévisions de Mme Cherfi, les premiers indices sur la situation de l'enfance en Algérie seront annoncés en 2019, sachant que les informations en question «seront actualisées de façon périodique», a-t-elle encore dit, et que ce projet «requiert une plateforme numérique pour son lancement». «Cette banque d'information est un outil nécessaire pour avoir une vision claire sur la situa-

tion de l'enfance en Algérie, avant de faire un diagnostic de l'état des lieux et de mettre au point une feuille de route, en vue d'une stratégie pour le secteur», a-t-elle estimé.

Durant ses haltes successives à l'hôpital Mère-enfant, à l'université de Tipasa et à la bibliothèque principale de lecture publique de la ville, la responsable n'a pas manqué de rappeler l'impératif de signaler toute atteinte à l'enfance, à son Organe, à travers le numéro vert 1111 ou son site électronique.

Elle a fait part, à ce titre, de plus de 712 signalements sur des cas d'atteinte aux droits de l'enfant, enregistrés par ses services jusqu'à dimanche, sur le numéro

1111, mis en service depuis avril dernier. Ces appels ont été directement transférés aux services de milieu ouvert relevant du ministère de la Solidarité nationale, ou au juge des mineurs chargé de la protection de l'enfance, a-t-elle informé. Encourageant les citoyens à recourir à ce numéro, elle a affirmé son caractère «gratuit, confidentiel et exempt de toute poursuite judiciaire, même en cas de faux appels».

Parallèlement, l'Organe nationale de promotion et de protection de l'enfance (Onppe) reçoit en moyenne 5 000 appels/jour, de personnes qui désirent s'informer sur son rôle et ses missions.

T. M.

Phénomène de surfacturation

Des flux financiers illicites de 6,5 milliards de dinars

Le phénomène du «crime de surfacturation» pour faire fuir de la devise vers l'étranger, notamment prend de l'ampleur. Selon le directeur chargé d'études des Douanes algériennes, M. Hakim Bardjoudj, a révélé, hier à Alger, que durant la seule année de 2018, il a été constaté des flux financiers illicites de l'ordre de 6,5 milliards de dinars, donnant lieu à un rapport en attente d'être transféré aux pouvoirs publics.



Par S. A. Mohamed

M. Bardjoudj qui s'exprimait hier dans l'émission l'«Invité de la rédaction» de la Chaîne III de la Radio nationale, signale l'activation d'une stratégie visant à endiguer ces phénomènes, en mettant, notamment à profit la coopération avec des services douaniers de pays tiers. Il précisera aussi que ce phénomène de crime de surfacturation concerne les transferts financiers illicites vers l'étranger, le blanchiment d'argent, la contrebande de produits divers, parmi lesquels il cite les narcotiques.

Ce phénomène a en effet pris beaucoup d'ampleur, surtout que des agents des Douanes, corrompus, «aident» si l'on peut dire à la propagation de ce fléau que seul un contrôle rigoureux et sans concessions peut endiguer. Beaucoup d'affaires de «corruption» ont, en effet, été signalés ces derniers temps, menant, entre autres, à des sanctions. L'invité de la rédaction a, d'ailleurs, dans son intervention, évoqué la corruption au niveau des Douanes, qu'il tient à relativiser. Pour lui, elle n'est observée qu'au niveau de certains postes jugés sensibles, une situation à laquelle, selon lui, il pourrait

être mis un terme en coupant le contact humain entre les agents des Douanes et les utilisateurs, en remettant en cause le pouvoir discrétionnaire de ces derniers et en instituant en leur faveur une prime financière de 60 000 DA. S'agissant du système d'organisation des Douanes, dont l'introduction date de 1995 et qui ne répond plus aux besoins du commerce international, M. Bardjoudj assure qu'il est en cours de modernisation, depuis mars 2018. Il a, en effet, annoncé à ce titre, l'établissement d'un partenariat avec les Douanes coréennes visant à adapter leur système de gestion à

celui des Douanes algériennes. Des fonctionnalités de ce système «éprouvé», M. Hakim Bardjoudj indique, qu'en plus de faciliter les échanges commerciaux, il permettra la «dématérialisation» des procédures de même que la diminution du «pouvoir discrétionnaire» des agents des Douanes, en limitant leur contact avec les opérateurs et leurs auxiliaires. Il précise, par ailleurs, que celui-ci devrait permettre «une meilleur traçabilité» des flux marchandises transitant par les ports et aéroports nationaux ainsi qu'une facilité des procédures de leur dédouanement. **S.A.M.**

Selon le ministre Bouazghi L'agriculture contribue à 12% du PIB

Par Rachid Chihab

L'agriculture continue de réaliser des performances importantes, avec une valeur productive annuelle de plus de 3 200 milliards de DA et sa contribution est de 12% au Produit intérieur brut (PIB), a révélé, lundi à Alger, le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Abdelkader Bouazghi.

La production agricole nationale couvre, désormais, «la majorité des besoins alimentaires de la population et approvisionne le marché local de manière régulière et abondante en produits agricoles et alimentaires de base et exporte même l'excédent de certains produits vers des marchés internationaux», a affirmé M. Bouazghi. Lors d'une Journée parlementaire, organisée par la Commission de l'agriculture, de la pêche et de la protection de l'environnement, sous le slogan «Le foncier agricole entre concession et partenariat : réalité et perspectives», le ministre a indiqué que la politique de développement adoptée, sur recommandations du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a «permis au secteur de l'agriculture de contribuer à hauteur de 12,3 % au PIB».

Le secteur réalise un taux de croissance de 3,25 % grâce à la hausse croissante des taux de production dans certaines filières agricoles, se situant entre 200 et 500%, ajoute le ministre.

Evoquant les efforts du secteur dans le cadre de la reconversion du droit de jouissance perpétuelle, accordé depuis l'année 1987 aux exploitations agricoles en droit de concession en application de la Loi n°10-03 fixant les conditions et les modalités d'exploitation des terres agricoles au profit de plus de 200 000 exploitations agricoles, soit une superficie globale de 2,5 millions d'hectares. A ce propos, le ministre a assuré que le foncier agricole est «une ligne rouge» et «ne peut faire l'objet de marchandage», conformément à l'article 19 de la Constitution.

Selon les chiffres avancés lors de cette Journée parlementaire, il a été procédé à la régularisation de la situation de 180 000 agriculteurs, soit un pourcentage de 96%, une opération devant être achevée à la fin de l'année en cours. Le secteur a eu recours, dans ce sens, à l'élargissement des superficies labourables, en favorisant l'accès au foncier agricole, à travers la mise en valeur et l'encouragement de la création de nouvelles exploitations agricoles par voie de concession, une opération au titre de laquelle près de 200 000 agriculteurs ont bénéficié d'une superficie de 2,5 millions d'hectares.

Par ailleurs, des mesures ont été prises pour recenser les terres agricoles abandonnées et non exploitées et relancer les comités techniques au niveau des wilayas en vue de leur restitution et redistribution. Cette opération a permis, à ce jour, de récupérer plus de 350 000 hectares.

Le secteur œuvre également à valoriser les terres agricoles relevant des biens privés estimés à 5,7 millions d'hectares pour gagner l'enjeu d'efficacité économique et hisser les capacités de production nationale.

R.C.

Salons des produits algériens à l'étranger

Une cinquantaine de contrats d'exportation signés

Plus d'une cinquantaine de contrats d'exportation ont été signés lors des Salons des produits algériens organisés cette année à l'étranger, a indiqué, hier à Alger, le ministre du Commerce, Saïd Djellab.

S'exprimant lors d'une conférence de presse qu'il a animée en marge d'une rencontre nationale sur la promotion des exportations hors hydrocarbures, M. Djellab a indiqué, qu'outre cette cinquantaine de contrats signés entre les exposants algériens et des opérateurs économiques des pays hôtes de ces expositions, des négociations sont en cours pour la signature d'autres accords.

Ces expositions ont été organisées en 2018 aux Etats-Unis, Belgique, Gabon, Sénégal, Qatar et Egypte.

Selon lui, l'organisation des

Salons des produits algériens a été décidée par un comité interministériel chapeauté par le ministère du Commerce.

Les pays hôtes de ces expositions sont choisis, notamment sur la base de l'étude des besoins des marchés de ces pays avec une préférence évidente pour les pays africains.

«On va continuer notre tournée en Afrique. Entre 2019 et 2020, nous comptons organiser 25 Salons des produits algériens dans des pays africains. Tous les pays du monde veulent placer leurs produits sur le marché africain. Il est temps que nous le fassions».

Quant aux déplacements effectués à l'étranger en 2018, le ministre a indiqué qu'ils avaient permis de constater que le produit algérien est «très apprécié» sur

les plans de la qualité et du prix, a-t-il soutenu. L'organisation de ces Salons des produits algériens se veut comme un «test» pour les opérateurs économiques algériens participants et pour leurs produits destinés à l'exportation.

Cela a également décelé une adhésion des opérateurs économiques algériens qui ont montré une plus forte confiance à l'égard des institutions de leur pays.

«Nous avons le même but, à court terme, consistant à diversifier les exportations dès janvier 2019, une année dédiée au développement des exportations algériennes».

M. Djellab a estimé que les conditions étaient réunies pour parvenir au cours des prochaines années à une diversification de l'économie algérienne et réduire ainsi sa dépendance aux hydro-

carbures et aux importations.

A une question sur l'adaptation du système bancaire aux ambitions du gouvernement de promouvoir les exportations hors hydrocarbures, M. Djellab a indiqué que la rencontre nationale, organisée hier, visait justement à créer un espace d'échange entre banquiers et opérateurs économiques afin de trouver des solutions aux différentes contraintes liées au financement des exportations.

Concernant le rôle des représentations diplomatiques algériennes dans la promotion des exportations, M. Djellab a précisé que la présence du ministre des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel, à cette rencontre nationale prouve la mobilisation de l'appareil diplomatique algérien pour la promotion des exportations hors

hydrocarbures. Il a précisé que la réussite de la stratégie nationale de la promotion des exportations est l'affaire de tout le monde et pas uniquement celle du ministère du Commerce.

Selon lui, la coordination étroite déjà existante entre le ministère du Commerce et celui des Affaires étrangères sera renforcée à compter de janvier 2019. «Nos ambassades seront le soutien de nos opérateurs économiques à l'étranger».

A une question sur le refoulement de certains produits agricoles algériens exportés faute de conformité aux normes, le ministre a précisé qu'un manuel a été élaboré pour identifier l'ensemble des laboratoires publics et privés de qualité et des organismes de certification existants en Algérie.

H. M.

Agriculture et développement rural

Gouvernance et renforcement des capacités humaines pour la sécurité alimentaire

Mais alors disons-le d'emblée, que depuis quelques années, les méthodes de développement agricole et rural ont subi des changements profonds liés au fait que, de nombreuses initiatives n'ont pas donné les résultats escomptés. Il a fallu reconnaître que l'on avait trop misé sur le transfert de technologies et qu'en outre, on avait tendance à simplifier d'une manière exagérée, les problèmes de développement et à négliger les aspects socio-culturels des paysans.



Le partage de connaissances pour renforcer les compétences.

Par Mohamed Khiati

L'attention s'est donc graduellement déplacée vers des approches visant à faire participer davantage les populations rurales à la planification et à la mise en œuvre des activités de développement destinées à les assister. On attache désormais, une importance croissante au rôle crucial de la connaissance, de même que dans celui de la recherche de méthodes plus susceptibles d'aider les collectivités rurales à améliorer leurs connaissances et leurs aptitudes, à travers les échanges d'informations et d'expériences à tous les niveaux, entre les individus engagés dans une intervention de développement.

Dès lors, les dimensions communication et diffusion des connaissances dans les activités de développement paraissent fondamentales, dans la mesure où elles facilitent la compréhension des artisans du processus de développement et tendent à favoriser leur pleine participation. En contribuant au développement des exploitations et des productions, la diffusion des connaissances est peut être un moyen très puissant d'amélioration du niveau de vie et de la promotion sociale des populations rurales.

Ces objectifs impliquent tout particulièrement que les dispositifs d'information et de communication soient accessibles et utiles, répondant tout particulièrement aux préoccupations et attentes des agriculteurs, en gros, à la communauté rurale.

Cela étant, l'ancrage du développement d'une stratégie d'information, de communication et de vulgarisation devra s'inscrire nécessairement dans le contexte des politiques agricoles et rurales adoptées par les gouvernements, pour assurer leur implication.

Il faut dire cependant, qu'au cours de ces dernières décennies, une place plus grande a été accordée aux programmes et projets de développement agricole et rural et des raisons impérieuses ont conduit à consacrer des ressources au développement des campagnes de telle sorte que de gros investissements moraux et physiques sont consentis.

Les agriculteurs et les éleveurs représentent une grande frange de la population en Algérie. Cependant, toutes les difficultés que connaissent les agriculteurs ne sont pas nécessairement de nature physique. Certaines tiennent davantage aux caractéristiques techniques, sociales voire culturelles de la région dans laquelle, ils vivent et qui se traduisent (pour eux), par un accès limité aux services et aux ressources. Mais pour être objectif, il faut dire qu'en agriculture, les paramètres fixes sont l'exception, les variables étant la règle dans le domaine biologique. Entre la conception d'un plan et son application surgit une foule d'impondérables difficiles voire parfois, impossibles à maîtriser, qui tiennent à la fois au caractère souvent rudimentaire des techniques utilisées par les exploitants et à la nature même de l'agriculture.

Par ailleurs, l'agriculture a pour importante fonction de produire aussi bien des aliments pour nourrir la population que des denrées d'exportation qui rapporteront des rentes. Ce faisceau d'activités engendre la demande d'autres biens et de services et favorise également la création d'emplois qui absorberont la main-d'œuvre disponible.

Dans le processus de développement s'entrecroise l'ensemble des acteurs qui devront s'associer pour promouvoir ce développement, autrement dit, l'interdépendance des acteurs devra être de mise. Cela renvoie à la synergie, à la coordination, à la cohésion, en bref à l'harmonie dans l'action d'ensemble des interventions de développement dont la concertation, l'orientation, l'information et la communication inter et intra acteurs trouvent toutes leurs significations. Cependant, dans la pratique quotidienne, les exploitants agricoles, une frange importante des acteurs agricoles s'attendent à :

* un conseil «à la fois formateur et informateur» de telle manière que l'orientation est perçue comme une école de formation. C'est une démarche pédagogique partant du réel et s'y ressourçant toujours, un conseil permanent et évolutif qui constitue une conséquence de la multiplicité et du développement des besoins et des techniques ;

* un conseil «global et spécialisé» à tel point que le conseil devra tenir compte de plus en plus de l'unité de l'ex-

ploitation et de toutes ses composantes. C'est une approche globale menée dans l'exploitation, un conseil aux différents niveaux de perception des groupes, des individus et adoptable par les agriculteurs

* et enfin, un conseil «objectif et humain», de telle sorte que l'encadrement agricole doit être suffisamment proche de l'exploitant pour le connaître et suffisamment éloigné pour avoir un certain recul vis-à-vis de son exploitation.

La mise en œuvre des différents programmes et des projets agricoles exige cependant, une approche d'accompagnement et d'assistance technique aux divers acteurs engagés dans le processus de développement dont les aspects de renforcement des capacités et la diffusion des connaissances en milieu rural en constituent les instruments moteurs et les facteurs essentiels du progrès et de modernisation de l'agriculture.

Il en découle que l'adoption de la stratégie basée sur le déterminisme technologique, la valorisation des ressources, le transfert de technologie et la gestion rationnelle des exploitations agricoles moyennant l'implication directe des exploitants à travers des approches participatives constituent aujourd'hui, autant de facteurs qui influent positivement sur la production du secteur agricole dans sa globalité.

L'accompagnement des exploitants et leur conseil, en gros promouvoir l'économie de la connaissance est le plus grand investissement que l'on

puisse développer à l'heure actuelle dans la mesure où l'économie contemporaine est une économie de la connaissance. De ce fait, appuyer les innovations paysannes à travers le renforcement de leurs capacités et leur dotation en connaissances deviennent, et à juste titre, l'essentiel des facteurs de modernisation et de production agricoles, avouons-le sans précaution oratoire.

Dans ce contexte particulier, il faut dire plus que jamais, le développement et la diffusion des connaissances sont aujourd'hui, les principales conditions du progrès économique et social, c'est dire que l'investissement immatériel, autrement dit, l'investissement dans l'intelligence, est d'une importance capitale dont les ressources humaines sont la plus grande richesse.

Investir dans le domaine de l'intelligence, c'est d'abord promouvoir et améliorer, sans cesse, la formation et élargir le champ de la circulation des informations «utiles» à travers des processus de communication et de vulgarisation se nourrissant de cette idée qu'il y a quelques années un courant de pensée tend à s'affirmer davantage aujourd'hui liant le développement et le progrès, à la formation et au perfectionnement, à l'essor de l'information et de la communication aboutissant en fin de compte, à définir le concept de l'économie de la connaissance, autrement dit, le savoir et la connaissance deviennent, demeurent des éléments cruciaux pour toute entreprise de développement, de progrès et de promotion et à l'heure actuelle on y accorde le plein intérêt.

Edouard Schuh, l'économiste américain, n'en disconvient pas pour établir l'interdépendance et fait remarquer, voila quelques années, que : «l'accroissement de la production des années 1920 au milieu des années 1970 (du siècle dernier), s'est accompli sans que soit augmenté notre capital de ressources physiques. Il est entièrement dû à des améliorations de la productivité dont la plupart sont imputables à un savoir nouveau ou aux progrès de l'information (surtout). Cela montre clairement à quel point la ressource que constitue la connaissance est propre à favoriser le rendement» (1). Il est ainsi pratiquement impossible de gérer le développement au quotidien sans une bonne formation et une bonne communication entre les différents acteurs.

a suivre

Commerce

Le transport et la logistique, principales contraintes aux exportations

L'insuffisance dans le transport et la chaîne logistique figure parmi les principales contraintes évoquées, hier à Alger, lors d'une rencontre nationale sur la promotion des exportations hors hydrocarbures.



En matière de transport, les participants ont déploré, en présence du ministre du Commerce, Saïd Djellab, la cherté de l'acheminement des marchandises exportées et la faiblesse du transport ferroviaire pour réduire les coûts, notamment lorsqu'il s'agit d'exporter des produits vers des pays africains et arabes.

Selon eux, les transports aérien et maritime doivent eux aussi se mettre au diapason des besoins des exportateurs nationaux de différentes tailles, précisant que l'exportation est surtout une affaire de coût et de timing.

S'agissant de la logistique, les opérateurs économiques ont relevé le manque important de voies ferrées reliant les zones industrielles et les exploitations agricoles aux ports et aéroports.

La rareté des bureaux de liaison et de distributeurs connectés aux marchés étrangers et l'absence d'équipe-

ments modernes, permettant les chargements et les déchargements des marchandises au niveau des ports et des aéroports, ont également été soulignées.

Concernant le financement des opérations d'exportations et le transfert des devises, les opérateurs ont suggéré la généralisation du troc lorsqu'il s'agit d'exporter vers des pays africains. Ils ont aussi relevé la lenteur de rapatriement des devises suite aux opérations d'exportations ainsi que l'absence de la possibilité de paiement des services au niveau international en raison des limites des Incotem (droits et devoirs des acheteurs et des vendeurs participant à des échanges internationaux et nationaux).

Les participants ont également soulevé le manque de laboratoires chargés de l'accompagnement de la normalisation des produits exportés, qu'ils ont qualifié de «talon d'achille» des exportations

algériennes.

Dans ce sens, ils ont appelé à la mise en place d'un processus «clair» pour la certification de leur production destinée tant au marché national qu'international.

Lors de son intervention à l'ouverture des travaux, le ministre du Commerce a avancé que la stratégie nationale des exportations hors hydrocarbures en cours de finalisation, permettra de lever l'ensemble des obstacles entravant l'exportation.

Une feuille de route sera établie à cette occasion visant à tenir compte des doléances des opérateurs et des professionnels nationaux de l'exportation.

Placée sous le thème «La réussite des exportations pour la diversification des revenus», cette rencontre vise l'établissement d'une Feuille de route à même de parfaire la stratégie nationale de l'exportation, selon des responsables du ministère du Commerce.

A travers cette rencontre, il s'agira aussi de dresser le bilan des nombreuses expositions des produits algériens organisées à l'étranger au cours de cette année, et ce, dans le but d'en identifier les points positifs et négatifs.

Ce bilan servira à l'enrichissement de la stratégie nationale de l'exportation, selon les mêmes responsables.

Le programme de la rencontre, qui a vu la participation de plusieurs ministres, prévoit cinq panels ayant trait respectivement à «la dynamique de promotion des exportations: expériences et témoignages», «L'accompagnement des entreprises algériennes à l'étranger», «Logistique: les moyens disponibles et les défis d'exportation», «L'exportation des produits agricoles et alimentaires: les mesures prises pour la promotion de ce secteur» et «l'exportation des services et les défis des entreprises débutantes».

Kahina F.

Prix du pétrole

Le Brent sous les 59 dollars

■ Les prix du pétrole baissent nettement mardi en cours d'échanges européens, tombant à des niveaux plus bas depuis fin 2017 après ceux atteints ces dernières semaines, pénalisés par les craintes de surproduction.

Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en février valait 58,19 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en baisse de 1,42 dollar par rapport à la clôture de lundi.

Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour janvier perdait 1,27 dollar à 48,61 dollars.

Ce matin, les prix sont tombés à 57,20 dollars pour le Brent et à 47,87 dollars pour le WTI, des niveaux plus vus depuis respectivement octobre 2017 et septembre 2017. Le WTI était déjà tombé à un plus bas en 15 mois lundi.

«La stabilisation du marché du pétrole fait déjà partie de l'histoire et l'effet de la réduction de la production annoncée par l'Opep s'est entièrement évaporé», ont annoncé les analystes.

Confrontée à une chute des cours, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole s'est mise d'accord début décembre avec ses partenaires, dont la Russie fait partie, pour réduire sa production d'environ 1,2 million de barils par jour (mbj) à partir de janvier.

Mais lundi, «la Russie a rapporté que sa production de brut avait pour le moment atteint un niveau record de 11,42 mbj en décembre», ont expliqué les analystes.

Selon eux, cette information a accru les doutes sur le fait que le pays soit capable de réduire sa production à partir de janvier, comme cela a été décidé avec l'Opep.

R. E.

Japon-Pays-Bas

Fusion entre deux groupes pétroliers

■ La fusion entre le groupe pétrolier japonais Idemitsu Kosan et la filiale du groupe Royal Dutch Shell au Japon, Showa Shell a été approuvée mardi par les actionnaires des deux groupes, ont annoncé les deux compagnies pétrolières dans un communiqué commun.

Le projet, qui date de 2015 mais s'était heurté à l'opposition des héritiers des fondateurs d'Idemitsu, «a été approuvé lors d'assemblées générales extraordinaires d'actionnaires», distinctes mais simultanées, a précisé le communiqué. Elles ont confirmé le calendrier annoncé précédemment, avec une fusion effective au 1^{er} avril 2019.

A cette date-là, aura lieu l'échange d'actions: «Idemitsu Kosan va distribuer ses actions aux actionnaires de Showa Shell et acquérir l'ensemble des actions du groupe», selon les modalités détaillées sur le site internet d'Idemitsu: 0,41 titre Idemitsu pour une action de Showa Shell, lequel doit être radié de la Bourse à la fin mars.

Le nouvel ensemble se positionnera en puissant rival du n°1 nippon, JXTG Holdings.

La famille fondatrice d'Idemitsu, qui dispose de 28% des droits de vote, a longtemps dénoncé ce projet de rapprochement, jugeant les cultures des deux entreprises incompatibles.

La bataille avait été portée devant les tribunaux, avant qu'une volte-face ne permette de relancer les discussions cette année.

«L'industrie pétrolière nationale est confrontée à des défis structurels tels que la baisse à court et moyen terme de la demande de produits pétroliers et une surcapacité», avaient expliqué, en juillet, les deux groupes, appelant à fusionner au plus vite «face à ce contexte de plus en plus difficile».

H. B.

Du 20 au 26 décembre à Alger

Plus de 400 entreprises à la Foire de la production algérienne

La 27^{ème} édition de la Foire de la production algérienne se tiendra du 20 au 26 décembre en cours au Palais des expositions (Pins maritimes, Alger), a indiqué, hier, la société algérienne des foires et exportations (Safex) dans un communiqué. Sous le slogan «Réussir les exportations pour une croissance économique durable», ce rendez-vous économique majeur pour les opérateurs économiques algériens verra la participation de plus de 430 entreprises représentant tous les secteurs d'activités de l'économie nationale, et dont les stands seront répartis sur une superficie globale de 26 076 m².

D'année en année, la Foire de la production algérienne «s'ancre dans l'activité économique nationale et devient un moyen efficace pour mettre en évidence les réelles potentialités des entreprises algériennes», note la Safex.

Ce qui traduit «le soutien, la volonté grandissante et l'engagement des pouvoirs publics à encourager les entreprises nationales publiques et privées et d'en faire le moteur de tout développement et de croissance économique», ajoute le communiqué. «Une volonté qui se concrétise par de nouvelles réformes et de mesures d'encadrement et d'accompagnement des entre-

prises désirent de mettre en oeuvre leurs ambitions et de passer à l'étape suivante: celle de conquérir des marchés à l'extérieur», ajoute la même source. Dans ce sens, avance la Safex, «c'est suite à cette nouvelle stratégie de soutien actif, de promotion et de valorisation des potentialités existantes, décidée dans le cadre de l'exécution du programme du Président de la République, que l'année 2019 sera proclamée année de l'exportation, annonçant ainsi la mobilisation de tous les acteurs économiques à se positionner sur les marchés à l'international».

H. T.

Confrontés à de nombreuses difficultés

La souffrance des étudiants sahraouis dans les universités marocaines

Le chargé des Relations extérieures au sein de l'Union de la jeunesse sahraouie, Hamdi Omar, a évoqué, lors d'une série de réunions et de rencontres tenues en marge de sa participation, à Paris, au Festival international de solidarité, la gravité de la situation dans laquelle vivent les étudiants sahraouis dans les universités marocaines, contrairement à tous les us et chartes internationaux.



Lors d'une rencontre avec le président du Centre universitaire français pour le Sahara occidental, Sébastien Boulay, le responsable sahraoui a rappelé la politique raciste pratiquée par l'occupant marocain contre les étudiants sahraouis inscrits dans les universités marocaines.

Il a cité, dans ce cadre, les différentes difficultés rencontrées par les étudiants, notamment les campagnes d'incarcération et les violences corporelles qu'ils subissent en raison de leurs activités au sein des universités pour faire connaître la lutte du peuple sahraoui pour son indépendance et sa liberté.

A ce titre, des sources d'information sahraouies ont rapporté que le chargé des Relations extérieures avait informé son hôte des derniers développements de la cause sahraouie tant au niveau international que régional.

M. Hamdi Omar a évoqué en outre les efforts consentis par le gouvernement sahraoui et ses partenaires en vue d'élever le niveau d'accès des étudiants sahraouis à l'enseignement supérieur dans les différentes filières et universités, ainsi que l'investissement dans la jeunesse

en leur intégrant dans les différentes entreprises sahraouies.

Il a mis en avant également «le rôle de l'Union de la jeunesse sahraouie» dans l'encouragement des jeunes et la diffusion de la culture du volontariat ainsi que les programmes de soutien visant l'atténuation du désespoir que subit la jeunesse sahraouie à cause de l'incapacité du Conseil de sécurité de l'ONU de faire pression sur le Maroc pour l'amener à s'engager dans un processus onusien de décolonisation en vue d'aboutir à une solution finale de la cause sahraouie.

La cause sahraouie, fort présente dans différentes activités en France

La cause sahraouie a également marqué sa présence lors des travaux de la 2^e édition de l'Université sahraouie d'hiver, dans une banlieue Les Mureaux, où la résistance du peuple sahraoui et son représentant légitime et unique dans le but d'aller de l'avant dans sa lutte pour son auto-détermination a été mise en avant.

Animant une conférence à

cette occasion, le représentant du Front Polisario en France, Oubbi Bouchraya Bachir a affirmé que la disposition affichée par le peuple sahraoui, tout au long des étapes de sa lutte pour la liberté et l'indépendance, ainsi que sa détermination légendaire, ont joué un grand rôle dans l'évolution de sa cause nationale, notamment au niveau des Nations unies (ONU), en témoignent, a-t-il dit, «les dernières discussions de Genève et les démarches entreprises par l'organisation onusienne en faveur d'une solution définitive et pacifique, à même d'assurer au peuple sahraoui son droit irrévocable à l'autodétermination».

En ce qui concerne l'exploitation illégale des ressources naturelles sahraouies par l'occupant marocain, le président du centre sahraoui du pétrole et des mines, Zoubir Ghali a relevé des chiffres effarants sur les opérations de pillage systématique des richesses sahraouies par le Maroc et ses complices.

Il a, également, fait état du volume important des recettes des ressources naturelles sah-

raouies exploitées par le système colonial marocain illégalement, avec la complicité de certains pays et grandes multinationales notamment européennes, et ce en «la flagrante violation du droit international et des derniers arrêts de la Cjue».

Plus précis, M. Ghali a fait état de 143 millions USD de recettes de phosphate dilapidées en 2017, 368 millions d'euros de maritimes et 360 millions USD d'acier. Il a cité, également, les grosses quantités d'uranium, d'or, de fer, de marbre, de sel, de sable, d'énergies renouvelables et de produits agricoles.

«Les chiffres et statistiques relatives aux recettes des ressources naturelles exploitées illégalement par l'occupant marocain, confirment sans doute, que ses allégations de développer le Sahara Occidental sont infondées, du moment que ces recettes sont orientées vers le renforcement de l'armée marocaine permettant une meilleure domination des territoires occupés et la répression des sahraouis civils démunis», a-t-il affirmé.

R. K.

Nouvelle Zélande L'arrivage d'une cargaison de phosphate sahraoui dénoncé

Les Amis du peuple sahraoui en Nouvelle Zélande, ont organisé, dimanche, une manifestation pour dénoncer l'arrivage d'une cargaison chargée en phosphate sahraoui pillé, à destination de la ville de Dunedin au sud de la Nouvelle Zélande, lançant des slogans revendiquant l'arrêt de ce «vol et de ce crime».

Selon l'Agence de presse sahraouie (SPS), les manifestants se sont rassemblés devant le navire arrivé au port, tout en scandant des slogans contre le pillage des richesses sahraouies, brandissant des pancartes sur lesquelles on pouvait lire «Arrêtez le vol», «Nous vous avons pris en flagrant délit», a indiqué l'Agence de presse sahraouie (SPS) qui précise que les manifestants ont également affiché des photos de militants sahraouis portant des pancartes «nous exigeons de la Nouvelle Zélande qu'elle cesse de voler notre avenir».

Le navire *Triton Folk* venait du port de la ville occupée d'El-Ayoune, transportant à son bord, quelque 53 000 tonnes de phosphates, d'une valeur de 7 millions USD, importée illégalement par la société Ravensdown.

Le représentant du Front Polisario en Australie, Mohamed Fadel Kamal, a saisi par écrit, le directeur exécutif de la compagnie, en vue de mettre un terme à son implication dans le pillage systématique des richesses du peuple sahraoui, a fait savoir SPS.

Par ailleurs, un film-documentaire intitulé *Les vents de la résistance* du réalisateur canadien Josh Cambel, relatant la résistance du peuple sahraoui et l'implication d'une compagnie canadienne dans le pillage du phosphate sahraoui, avec la complicité du régime d'occupation marocain, a été projeté, mercredi dernier, à Dunedin, en Nouvelle-Zélande.

La projection du film a été rehaussée par la présence d'un nombre d'amis du peuple sahraoui qui ont réaffirmé leur disposition à exercer davantage de pression sur les compagnies néo-zélandaises pour les dissuader de piller les richesses du peuple sahraoui, rappelle-t-on

H. T.

Commission australienne de solidarité avec le peuple sahraoui

Souhait de la poursuite des négociations entre les parties au conflit

La commission australienne de solidarité avec le peuple sahraoui s'est dite satisfaite de la rencontre de Genève pour le règlement du conflit au Sahara occidental, qui s'est déroulée en présence du Front Polisario et du Maroc, les 5 et 6 décembre dernier, sous les auspices de l'ONU, souhaitant la poursuite des négociations pour garantir au peuple sahraoui le droit à l'autodétermination.

Cette satisfaction a été exprimée lors de sa réunion annuelle tenue à Sidney, durant laquelle les

membres ont procédé à l'évaluation du travail accompli l'année dernière et à l'élaboration du plan d'action pour l'année prochaine. Cette réunion a également été marquée par l'élection d'une nouvelle direction pour la commission, a indiqué l'Agence de presse sahraoui (SPS).

Au terme de la réunion, la commission australienne de solidarité avec le peuple sahraoui a rendu public un communiqué dans lequel elle s'est félicitée de «la reprise des négociations entre

les parties au conflit, le Front Polisario et le Maroc, sous les auspices des Nations unies». Dans ce cadre, la présidente de la commission, Lyn Allisson a déclaré «nous remercions l'envoyé personnel du Secrétaire général de l'ONU, Horst Kohler et tous ceux qui ont contribué à la reprise des négociations», ajoutant «nous souhaitons la poursuite des négociations pour l'organisation d'un référendum libre et équitable qui puisse permettre au peuple sahraoui d'exercer son droit inalié-

nable à l'autodétermination». Dans son communiqué, la commission australienne de solidarité avec le peuple sahraoui réexprime «sa solidarité et son soutien au peuple sahraoui qui a tant souffert durant quatre décennies. Il est temps de mettre un terme à la souffrance du peuple sahraoui qui a duré 43 ans et de lui permettre de retourner dans son pays pour vivre dans la paix, la liberté et la dignité», selon SPS.

Les négociations entre les parties au conflit, le Maroc et le

Sahara occidental, se sont déroulées conformément à la résolution 2440 du Conseil de sécurité des Nations Unies, adoptée le 31 octobre 2018, qui a invité les parties au conflit à faire preuve de «volonté politique et à travailler dans une atmosphère propice au dialogue».

La réunion de Genève s'est tenue, après six années de suspension des négociations et sera suivie d'une deuxième table ronde au premier trimestre de 2019.

R. H.

Projet de l'hôpital des 240 lits de Boumerdès

Vers la résiliation du contrat de l'entreprise réalisatrice

Une mise en garde a été émise en direction de l'entreprise italienne en charge de la réalisation du projet de l'hôpital de 240 lits du chef-lieu de wilaya portant sur la possibilité de résiliation de son contrat en raison de son absence du chantier du projet pour une durée de plus de six mois, a-t-on appris dimanche auprès de la direction de la santé de la wilaya, maître de l'ouvrage du projet.



Intervenant lors de la session ordinaire de l'APW, consacrée à l'examen de nombreux dossiers, dont celui de la santé, le responsable de cette direction, Fateh Haddad, a indiqué que ses services sont «sur le point de résilier leur contrat avec l'entreprise italienne, dans la perspective de confier le chantier de ce projet à une autre entreprise».

Il a assuré que cette décision de résiliation «sera effective» dans le cas où cette entreprise ne se soumette pas aux clauses du cahier des charges du projet, et ne fera pas écho aux mises en garde qui lui ont été adressées afin de poursuivre les travaux «dans les plus brefs délais» de ce projet qui accuse un grand retard, a-t-il dit.

Le responsable a souligné, à cet effet, les efforts consentis par ses services pour répondre à toutes les doléances de cette

entreprise, concernant notamment la réévaluation du coût du projet, qui a connu, a-t-il dit, une hausse de 1,04 milliard de dinars, au moment où celle-ci (entreprise) a reçu toutes ses redevances financières contre la réalisation de pas plus de 7% des travaux dudit projet, a-t-il déploré.

Selon M. Haddad, l'entreprise italienne en question a justifié son absence du chantier du projet par «l'impossibilité de poursuivre ses travaux au plan financier», en invoquant «une révision de son statut et une proposition de poursuite de ces travaux par une autre entreprise». Un fait rejeté par la direction de la santé, car «en contradiction avec la loi sur les marchés publics», a-t-il souligné.

«Plusieurs facteurs ont concouru au retard accusé par ce projet», selon un rapport sur le secteur de la santé, présenté à

l'occasion par la commission de la santé, d'hygiène et de protection de l'environnement de l'APW, qui cite notamment son inscription en 2006, au titre du quinquennal 2005-2009, au moment où l'avis d'appel le concernant n'a été lancé qu'en 2011.

Sachant que l'entreprise portugaise, initialement sélectionnée pour sa réalisation, s'est désistée deux ans après (2013) pour cause de refus de réévaluation du coût du projet. Le rapport s'est interrogé sur la cause du retard mis ((soit deux ans) pour annoncer ce désistement, avant la désignation de cette entreprise italienne.

A noter que le coût initial de ce futur hôpital, qui s'étendra sur une assiette de 5 ha (extensible) de la ville de Boumerdès, est passé de 1,3 milliard en 2006 à plus de 4 milliards de DA actuellement, relève le même rapport, signalant un

décalage de réalisation initial fixé à 18 mois, équivalant à une livraison programmée pour l'année 2015, au moment où son taux d'avancement actuel est de pas plus de 35%.

Une fois opérationnel, cet établissement, qui sera construit sur 5 étages, renfermera plus d'une dizaine de blocs opératoires destinés à des spécialités chirurgicales dites de pointe et non disponibles actuellement à Boumerdès, telles que la neurochirurgie et la cardiologie interventionnelle, en plus de 10 salles médicales diverses.

Il est, notamment, destiné à réduire les déplacements pénibles et coûteux des malades de la wilaya vers les hôpitaux d'Alger et de Tizi Ouzou et de Blida, comme la charge sur les trois hôpitaux actuellement opérationnels à travers la wilaya.

L. O.

Jumelage entre les hôpitaux
200 interventions chirurgicales gratuites programmées à Biskra

■ Pas moins de 200 interventions chirurgicales gratuites sont réalisées à Biskra depuis dimanche dans le cadre du programme de jumelage entre les hôpitaux, a indiqué à l'APS, le directeur de wilaya de la santé, Mohamed El Ayeb.

Ces interventions seront effectuées par des staffs médicaux composés de médecins spécialisés en chirurgie générale, gynécologie-obstétrique, pédiatrie, ophtalmologie, ORL et orthopédie de plusieurs centres hospitalo-universitaires, (CHU) du nord du pays et seront assistés par les médecins locaux, a précisé la même source.

Le staff du CHU d'Oran opérera à Tolga et à l'établissement hospitalier spécialisé de gynécologie de Biskra, ceux des CHU Mustapha Bacha et Hussein Dey interviendront à l'hôpital d'Ouled Djellal et le staff du CHU de Sétif à l'hôpital Bachir-Benacer, a-t-on détaillé.

Dans le cadre de ces journées médicochirurgicales, des consultations seront assurées au profit des patients issus de familles démunies, est-il indiqué.

Les actions chirurgicales programmées nécessitent des staffs médicaux hautement spécialisés et évitent ainsi aux patients la contrainte de déplacement vers les hôpitaux des villes du nord du pays, a ajouté

Cette initiative médicale de solidarité qui se poursuit jusqu'au 20 décembre met à contribution 36 professeurs et médecins spécialistes, soulignent les organisateurs.

H. O.

L'hôpital psychiatrique réceptionné en mai

La réception de l'hôpital psychiatrique et de médecine générale de 120 lits de Boudouaou (Boumerdès), qui enregistre un grand retard dans sa réalisation, interviendra en mai 2019, a-t-on appris du directeur de la santé, de la population et de la réforme hospitalière de la wilaya.

Intervenant à la session ordinaire de l'APW consacrée, dimanche, à l'examen de nombreux dossiers, dont celui de la santé, M. Fateh Haddad, a indiqué que le projet, qui a reçu le feu vert nécessaire pour la réévaluation de son coût, «avance à un bon rythme», et qu'il sera «réceptionné en mai 2019».

En 2017, une décision a été prise en vue de l'élargissement des prestations futures de cet hôpital psychiatrique à la médecine générale (80 lits de sa capacité globale) afin de le mettre au diapason de la croissance démographique enregistrée dans cette région et, partant, l'augmentation des besoins en matière de prestations sanitaires, suivant les objectifs qui lui ont été fixés.

Ce projet, lancé en travaux en 2010 au titre du programme de soutien à la croissance économique 2005-2009, a enregistré un «important retard», selon un rapport sur le secteur de la santé, présenté par la commission de la

santé, de l'hygiène, et de la protection de l'environnement de l'APW. Le chantier en est actuellement aux aménagements externes et internes, est-il signalé dans le même rapport, dont les rédacteurs se sont interrogés sur les raisons à l'origine de son arrêt actuel. M. Fateh Haddad a invoqué, à l'occasion, la mise au point en cours de nouveaux plans et études révisionnelles nécessitées par la décision d'extension de ses prestations à la médecine générale, a-t-il expliqué.

Le retard accusé dans la réalisation de cet hôpital, devant être réceptionné initialement en 2014, est également du à «l'indisponibi-

lité d'un foncier adéquat, outre des raisons financières et techniques», ont souligné les responsables en charge du projet.

Doté d'une enveloppe de plus d'un milliard de DA, ce projet est en réalisation sur une assiette de plus de 30 000 m², du lieu-dit Badreddine (sud de la ville de Boumerdès), caractérisé par un emplacement bien aéré et éloigné du brouhaha de la ville.

Un tiers seulement de la surface a été destiné à l'implantation de l'hôpital, tandis que le reste a été reparté en plusieurs espaces dédiés à des prestations médicales, de loisirs, aires de jeu pour enfants et autres espaces verts.

La mise en service de cet hôpital serait de nature, selon les objectifs qui lui ont été fixés, à diminuer considérablement les déplacements pénibles et coûteux des malades (psychiatriques) de la région vers les hôpitaux d'Alger, de Tizi Ouzou et de Blida, comme c'est le cas actuellement.

La wilaya de Boumerdès dispose de structures de santé d'importance, dont des établissements publics de santé de proximité à Bordj Menail, Delllys, Khemis El Khechna et Boumerdès assurant différentes spécialités et couvrant les besoins de la population locale.

K. T.

5^e Foire du miel de Médéa

Une opportunité pour attirer plus de consommateurs

Une quinzaine d'apiculteurs, issus des communes de la wilaya de Médéa participent à la 5^e foire du miel, qui se tiendra du 17 jusqu'au 24 du mois courant, sous le thème "développement des produits de la ruche et de l'agriculture de montagne pour la promotion et la consommation du produit local".



Une gamme variée de miel, obtenu à partir de différentes essences végétales, telles que le jujubier, le chardon, l'oranger, le tilleul, l'acacia, le Thym, l'eucalyptus ou le romarin, est exposée à l'occasion de cette foire du miel, organisée au stade "Si-Hamdane", centre-ville de Médéa.

Organisée conjointement par la direction des services agricoles (Dsa) et la chambre de l'agriculture, cette manifestation économique a pour but de promouvoir le produit mellifère local, vulgariser les

vertus nutritives du miel ou de ces dérivés, de faire connaître également cette activité auprès du grand public, notamment le processus de fabrication et de production de ce produit, ainsi que les opportunités qu'offre cette filière aux jeunes désireux d'intégrer le secteur agricole, a appris auprès des organisateurs. Outre l'incitation du consommateur à inclure le produit de la ruche dans son régime alimentaire, même en petite quantité, mais de manière régulière, eu égard à ces vertus avérées, les organisateurs espèrent, à travers cette

foire, élargir l'effectif des producteurs au moyen de la vulgarisation du dispositif d'aide et de soutien à la filière mis en place par les pouvoirs publics, ont-ils signalé.

Des rencontres-débats sont programmées, durant la durée de cette manifestation, pour expliquer aux jeunes intéressés par cette activité des mécanismes de financement, d'accompagnement et de formation auxquels ils pourront avoir accès, a-t-on ajouté. L'essor de la filière mellifère dépendra, a-t-on indiqué, de sa capacité à drainer plus de consommateurs des pro-

duits de la ruche, en proposant des produits de qualité et à des prix abordables, de se moderniser, d'être en mesure de concurrencer les produits d'importation et, surtout, attirer de nouveaux investisseurs capables de contribuer au développement de la filière. Le potentiel apicole de la wilaya de Médéa est constitué d'environ 38 000 ruches, pour un nombre total de 1400 apiculteurs et une production annuelle qui avoisine les deux mille quintaux, selon les estimations fournies par la direction des services agricoles (DSA).

Y. Z.

Tizi-Ouzou

Un premier tronçon du téléphérique livré au deuxième trimestre 2019

Un premier tronçon du téléphérique de la ville de Tizi-Ouzou sera livré au deuxième trimestre 2019, a indiqué lundi le Président directeur général (PDG) de l'entreprise de gestion du Métro d'Alger, Koraba Mustapha, en marge d'une visite d'inspection sur le chantier du projet effectuée par le wali, Abdelhakim Chater. Ce premier tronçon d'une distance de 2,5 kilomètres, reliant la gare de Bouhinoun au siège de la wilaya (CEM Babouche) comportant 04 gares et 65 cabines "permettra le transport de quelques 2.400 passagers par heure et par ligne", a-t-il souligné. Concernant le deuxième tronçon du projet reliant le siège de la wilaya au mausolée de Sidi Belloua, "les travaux se poursuivent avec la mobilisation de 04 entreprises sur le projet que nous espérons livrer vers fin 2019, au plus tard début 2020". Long de 5,5 Km avec un total de 28 pylônes, ce téléphérique qui devra relier la gare multimodale de Bouhinoun au mausolée de Sidi Belloua, dans le village de Redjaoua, était prévu à la livraison dans sa totalité pour fin 2017, mais, "les travaux du projet ont connu des retards, notamment au niveau des emplacements des pilons 5 et 18, pour cause des procédures d'expropriations et d'indemnités, récemment assainies, ayant retardé sa livraison à fin 2019", a expliqué M. Koraba.

Ce projet, le premier au niveau de la wilaya et 13^{ème} au niveau national, dont le coût de réalisation est de 8,7 milliards de DA, comporte deux stations de départ et d'arrivée (Bouhinoune et Redjaoua) ainsi que quatre stations intermédiaires, au niveau de la nouvelle ville, du stade 1^{er} Novembre, du siège de la wilaya (CEM Babouche) et de l'hôpital Belloua.

Le transport à partir de la gare de Bouhinoune jusqu'à l'hôpital Belloua à Redjaoua sera assuré par le système télécabine, tandis que le reste du tronçon, soit à partir de cet établissement hospitalier jusqu'au mausolée de Sidi Belloua, situé à 750 m d'altitude à Redjaoua, se fera par téléphérique.

R. T.

Souk Ahras

Session de formation au profit d'apiculteurs

Des stages de formation de 220 nouveaux apiculteurs se déroulent actuellement dans quatre CFPA de la wilaya de Souk Ahras dans le cadre du développement de cette activité, a indiqué lundi, le président de l'association de wilaya des apiculteurs, Moubarek Amrane.

Encadrés par des professionnels en apiculture, ces formations incluant l'élevage des reines visent à développer la maîtrise technique de cette activité pour accroître la production et améliorer les revenus des éleveurs, a précisé dimanche la même source. Les jeunes éleveurs suivent des cours théoriques et pratiques et sont notamment initiés au traitement des ruches contre les maladies dont le varroa par des procédés biologiques garantissant la qualité du miel produit, a ajouté Amrane soulignant que les participants ont été invités à adhérer à l'association des apiculteurs pour développer leur maîtrise et performances.

M. Amrane a plaidé pour la création d'un laboratoire d'analyse du miel pour améliorer la commercialisation de ce produit. Il a également annoncé que son association qui compte 400 apiculteurs organisera début 2019 des stages d'initiation à la culture des plantes aromatiques et médicinales pour offrir des prairies butinables pour les essaims d'abeilles élevés.

G. M.

Céréaliculture à Constantine

Plus de 1.800 agriculteurs bénéficient du crédit Rfig

Au total, 1.834 agriculteurs activant dans la filière céréalicultrice de Constantine ont bénéficié au titre de la campagne agricole 2018-2019 de crédits "Rfig" destiné au soutien de l'investissement dans le secteur de l'agriculture, a affirmé le directeur des services agricoles (DSA), Yacine Ghediri.

La valeur de ces crédits destinés à l'acquisition d'équipement et produits nécessaires pour le

développement de cette activité agricole, a dépassé les 2,2 milliards DA contre 1,9 milliard DA mobilisé au titre de la précédente saison agricole 2017-2018 au profit de 1.650 agriculteurs, a souligné dimanche le même responsable, précisant que la wilaya de Constantine occupe la "première place à l'échelle nationale en matière de nombre des bénéficiaires et valeur des crédits octroyés".

Les dossiers validés depuis l'ouverture du guichet unique en août dernier "reflète l'engouement des céréaliculteurs de la wilaya pour le soutien financier de l'Etat" visant la promotion du secteur agricole et atteindre l'autosuffisance alimentaire, a considéré le même responsable.

Cette formule de crédit enregistre un "avancement palpable" dans la wilaya, a encore précisé M. Guediri, qui a mis l'accent sur

l'accompagnement assuré par les services agricoles en collaboration avec la Banque de l'agriculture et du développement rural (BADR) au profit des agriculteurs dont les dossiers sont traités dans les "brefs délais possibles", ce qui contribuera, a-t-il dit à la réussite de la campagne labours-semences.

Dans ce contexte, le même responsable a indiqué que les agriculteurs de la wilaya ont été

appuyé au titre de l'actuelle saison entre autres de 8 tracteurs d'une valeur de 17,2 millions DA et autres équipements d'une valeur de plus de 73 millions Da.

Le guichet unique réservé au crédit Rfig comprend des représentants de la Coopérative de céréales et légumes secs (CCLS) de la BADR et de la Caisse régionale de mutualité agricole (CRMA), a-t-on rappelé.

Bilal L.

Yémen

Arrêt des combats à Hodeida, trêve très précaire

Après une flambée de violences, les armes se sont tues hier dans la ville de Hodeida, principal front de la guerre au Yémen, à la suite de l'entrée en vigueur d'une trêve négociée par l'ONU, mais qui reste très fragile.



viabilité du cessez-le-feu alors que sept trêves négociées par l'ONU ont échoué depuis le début de la guerre.

Observateurs ?

Conscient de la fragilité de l'accord, M. Griffiths a réclamé la semaine dernière le déploiement rapide d'observateurs internationaux à Hodeida et dans des ports de la province. Selon des diplomates, quelque 30 à 40 observateurs pourraient y être déployés. La trêve doit être suivie en principe par un retrait des rebelles du port de la ville de Hodeida et de ceux d'Al-Saïf et Ras Issa situés dans d'autres cités de la province du même nom, avait dit un responsable de la coalition emmenée par l'Arabie Saoudite qui aide militairement le pouvoir yéménite.

Est ensuite prévu, en principe le 7 janvier, un retrait des loyalistes et des rebelles de la ville de Hodeida, selon lui.

L'accord de Suède a été favorisé par des pressions internationales sur les belligérants. En mars 2015, l'Arabie saoudite sunnite, pays voisin du Yémen, a pris la tête d'une coalition militaire pour aider le pouvoir yéménite à stopper une offensive des rebelles qui s'étaient emparés de vastes régions du pays dont la totalité de la capitale Sanaa en janvier 2015.

Les rebelles sont eux soutenus par l'Iran chiite, principal rival régional du royaume saoudien. Téhéran réfute toutefois toute implication militaire. Les autorités saoudiennes sont particulièrement sous pression internationale depuis le meurtre du journaliste saoudien Jamal Khashoggi début octobre dans le consulat de son pays à Istanbul. Elles affirment qu'il a été tué lors d'une opération «non autorisée», mais plusieurs sénateurs américains ont mis en cause le prince héritier Mohammed ben Salmane. La guerre au Yémen a fait au moins 10 000 morts, selon l'ONU. Mais des ONG estiment que le bilan réel des victimes est largement plus élevé. **AFP**

Selon le ministre iranien de la Défense

Les sanctions américaines cherchent à «affaiblir les capacités de défense»

Les sanctions américaines visent à «affaiblir les capacités de défense» de l'Iran, a indiqué le ministre iranien de la Défense, Amir Hatami.

Les Etats-Unis «ont lancé une guerre économique totale contre Téhéran afin de nuire à la République islamique et à ses capacités de défense», a indiqué le ministre, cité mardi par l'agence de presse Tasnim.

«Leurs objectifs principaux sont de susciter un climat de défiance et de tromperie en Iran et d'affaiblir ses capacités de défense», a-t-il affirmé lundi à Téhéran.

«Mais les experts et les chercheurs de l'industrie iranienne de défense déjoueront ces politiques hostiles en développant des technologies de pointe», a assuré M. Hatami.

Les Etats-Unis ont quitté unilatéralement en mai l'accord sur le nucléaire iranien, conclu en 2015 entre Téhéran et les grandes puissances. L'administration de Donald Trump a par la suite rétabli des sanctions américaines visant l'Iran, notamment contre le secteur énergétique.

L'Iran a refusé toute modification de l'accord nucléaire signé par les Etats-Unis, le Royaume-Uni, la France, l'Allemagne, la Chine et la Russie.

L'Agence internationale de l'énergie atomique (Aiea) avait confirmé à plusieurs reprises que l'Iran remplissait ses engagements nucléaires selon les termes de l'accord. **K. T.**

Malgré un accord sur un cessez-le-feu «immédiat» conclu le 13 décembre en Suède entre le pouvoir soutenu militairement par l'Arabie Saoudite et les rebelles houthis appuyés politiquement par l'Iran, des affrontements parfois violents ont secoué par intermittence cette ville clé de l'ouest du pays.

Lundi, l'ONU a annoncé que la trêve entrerait finalement en vigueur à minuit locale (21h00 GMT). Mais d'intenses combats ont éclaté juste après minuit, pendant quelques heures, preuve d'une situation très instable.

«Le calme est totalement revenu mardi à 03h00 locales (00h00 GMT)», selon une source militaire loyaliste. Ce que des habitants contactés au téléphone par l'AFP ont confirmé.

Dans l'immédiat, il n'était pas possible de dire si l'arrêt des combats était en application du cessez-le-feu, ou juste temporaire. Des habitants expliquent que de violents affrontements éclatent d'habitude la nuit et cessent

avant l'aube.

Selon un responsable de l'ONU, un comité incluant des représentants des protagonistes et dirigé par les Nations unies sera envoyé à Hodeida dans les 24 heures pour surveiller la trêve.

«Le comité de coordination pour le redéploiement doit commencer à travailler dans les 24 heures», a-t-il dit à l'AFP sous le couvert de l'anonymat. «Les deux parties ont dit qu'elles respecteraient le cessez-le-feu».

«De l'espoir»

Le comité mis en place dans le cadre de l'accord de Suède, est également chargé de surveiller les opérations de déminage dans les importants ports de la province de Hodeida, dont la ville éponyme est le chef-lieu. «Nous espérons un retour à la normale et une sécurité durable, sans agression, ni raids aériens», a déclaré à l'AFP, Amani Mohammed, une habitante de Hodeida.

Mohammed al-Saikel, un autre rési-

dent, s'est dit optimiste. «Nous avons de l'espoir à propos du cessez-le-feu à Hodeida et d'un autre pour l'ensemble» du pays.

C'est par le port de Hodeida, le principal front dans le conflit ces derniers mois, que transite l'essentiel de l'aide et des importations alimentaires du Yémen, pays pauvre de la péninsule arabique menacé par la famine en raison du conflit déclenché, il y a quatre ans.

C'est en juin dernier que les forces loyalistes, soutenues par les raids aériens de l'Arabie saoudite, ont lancé une offensive pour reprendre Hodeida aux mains des rebelles depuis 2014.

Après plusieurs mois de combats qui ont fait des centaines de morts et aggravé la crise humanitaire, l'émissaire de l'ONU pour le Yémen, Martin Griffiths, a multiplié les efforts pour une interruption des violences afin d'ouvrir la voie aux consultations de paix en Suède. Une grande prudence reste néanmoins de mise quant à la

Afghanistan

Des négociateurs à Abou Dhabi pour entamer un dialogue avec les taliban

Une équipe de négociation du gouvernement afghan a annoncé sa présence mardi à Abou Dhabi pour entamer un dialogue avec les talibans, en vue de mettre un terme au conflit en Afghanistan.

«L'équipe de négociation afghane est à Abou Dhabi pour entamer un dialogue de proximité avec la délégation talibane et préparer une rencontre en face-à-face entre les deux parties», a tweeté mardi le porte-parole de la présidence afghane, Haroon Chakhansuri.

Cette équipe de négociation de 12 personnes avait été dévoilée fin novembre par le président afghan Ahsraf Ghani.

Les talibans avaient jusqu'ici refusé tout contact direct avec des représentants du gouvernement afghan. Lundi, ils avaient encore répété n'avoir «aucune rencontre prévue avec les employés de l'administra-

tion de Kaboul» et que «des pourparlers ne se tiendront qu'avec les Etats-Unis en présence de certains autres pays».

Dans un nouveau message publié mardi, les talibans ont indiqué avoir «tenu une série de réunions approfondies avec les hauts responsables de l'Arabie Saoudite, du Pakistan et des Emirats arabes unis».

«Les pourparlers ont porté sur le retrait des forces d'occupation de l'Afghanistan, mettant fin à l'oppression exercée par les Etats-Unis et leurs alliés, et des échanges de vues ont eu lieu sur la paix et la reconstruction de l'Afghanistan», indique un porte-parole taliban, Zabihullah Mujahid, soulignant que «les réunions se poursuivront aujourd'hui».

Les taliban affirment en outre avoir tenu des «pourparlers préliminaires avec le représentant spécial du département d'état,

M. Zalmay Khalilzad».

Lundi, le département d'Etat américain a confirmé le déroulement de réunions à Abou Dhabi qui «s'inscrivent dans le cadre des efforts déployés par les Etats-Unis dans leur stratégie en Asie du Sud pour promouvoir un dialogue intra-afghan visant à mettre un terme au conflit en Afghanistan».

Selon la présidence afghane, son équipe de négociation devrait rencontrer

M. Khalilzad ainsi que les représentants des Emirats arabes unis et d'Arabie Saoudite. Le président pakistanais, Imrah Khan, a indiqué sur Twitter que «le Pakistan fera tout ce qui est en son pouvoir pour faire avancer le processus de paix» et a dit espérer la «fin de près de trois décennies de souffrances du courageux peuple afghan».

R. I.



Dans le sud de Madagascar

Les électeurs veulent d'abord manger

L'une après l'autre, elles ont assis leur bébé à l'ombre, sur une natte posée à même le sol poussiéreux. Au fond de leurs yeux de mères, la lassitude d'une vie de rien et une petite lueur de soulagement. Ce matin au moins, leur enfant mangera à sa faim.



Dans le village d'Ifofaka, à la pointe sud de Madagascar, c'est l'heure du passage de l'aide alimentaire et Pastrolina Vatofara ne le rate-rait pour rien au monde.

"Je gagne un peu d'argent en récoltant les arbres à sisal (pour faire de la corde) mais ça ne suffit pas pour nourrir mes trois petits", explique cette mère de famille de 28 ans, "avec la sécheresse, ils ne survivraient pas sans aide".

"Le gouvernement nous a oubliés", déplore-t-elle.

Mais même le ventre vide, elle votera mercredi pour le second tour de l'élection présidentielle. "J'espère que le prochain président nous aidera un peu plus".

Depuis plusieurs saisons maintenant, toute la partie sud de la Grande île se dessèche dangereusement.

Le réchauffement et les anomalies climatiques El Niño qui se succèdent ont rendu l'eau de plus en plus rare, au point d'empêcher la moindre récolte de riz, l'aliment de base.

"Aujourd'hui, 1,2 million de personnes se trouvent en situation d'insécurité alimentaire", constate Maman Bashir Yacouba, du Programme alimentaire mondial (Pam).

"Dans la plupart de ces zones, toute l'économie est basée sur l'agriculture et sur l'éle-

vage et ça fait au moins quatre ans qu'il n'y a pas eu de bonne pluviométrie", poursuit ce responsable local de l'agence onusienne, "la situation est devenue préoccupante".

Pays oublié

Notamment pour les enfants, les plus vulnérables. A Madagascar, près de la moitié (47%) des moins de 5 ans sont victimes de malnutrition chronique. Dans les zones affectées par la sécheresse, jusqu'à 12% d'entre eux souffrent de ses manifestations les plus sévères.

Dans la région d'Amboasary, le Pam, l'Unicef et les ONG parent au plus pressé et distribuent des rations et des compléments alimentaires pour protéger, aussi longtemps que possible, les plus petits.

Mais leurs moyens manquent cruellement. Le Pam a ainsi dû revoir drastiquement à la baisse ses objectifs pour la campagne en cours. Son budget souffre d'un trou de plus de 50 millions de dollars.

"Madagascar est un pays oublié de l'aide internationale", déplore sous couvert d'anonymat un humanitaire. "Chaque année, on ne fait que répondre à l'urgence. On pourrait régler le problème en ramenant de l'eau mais c'est beaucoup trop cher".

Alors la population est contrainte de vivre de l'aide, quand elle arrive, et d'expédients.

"A cause du manque de pluie, on ne mange pas toujours à notre faim", confirme un ancien du village d'Ifofaka, Maherimana, 67 ans. "Certains jours, je dois me contenter d'un peu de manioc".

"Toute la période de soudure, jusqu'à la prochaine récolte en avril, va être très difficile", confirme le coordinateur local du Pam, Mamy Razafindrakoto.

"Ici les gens travaillent, ce ne sont pas des faimés. Dès qu'ils ont un peu d'eau, ils cultivent. Le problème c'est qu'il n'y en a pas", insiste-t-il, "ils boivent l'eau dans les mêmes flaques que le bétail, ils s'y lavent, le manque d'hygiène fait beaucoup de dégâts".

Comme si les calamités naturelles ne suffisaient pas, le sud souffre en plus d'un déficit criant d'infrastructures.

Volonté politique

Les hôpitaux manquent de personnels, de matériel, de médicaments, l'électricité est branchée sur courant... alternatif et l'état des routes, déplorable, transforme le moindre voyage au mieux en aventure, au pire en cauchemar.

"J'ai du mal à voir la main de l'Etat ici", regrette Fatou Sall, coordinatrice locale de l'ONG Action internationale contre la faim (AICF). "Simplement des routes correctes, ce serait un énorme changement. Quand on ne

peut pas se déplacer, on attend et on prie, c'est tout ce qui reste".

"Ce qui pourrait changer les choses, c'est une volonté politique d'aider le sud", renchérit sa collègue Annick Rakotoanosy, une Malgache.

"On sait bien que le gouvernement ne peut pas arrêter la sécheresse. Mais faire des forages ou des travaux d'adduction d'eau, ça il pourrait", insiste-t-elle, "s'il existait une volonté, alors on pourrait trouver une solution".

Pas sûr qu'elle se manifeste rapidement. Des 36 candidats du premier tour, seuls deux, l'ex-président Andry Rajoelina, finaliste, et le sortant Hery Rajaonarimampioanina, battu, ont fait une brève apparition dans la région.

En terrain conquis - la région l'a largement placé en tête le 7 novembre - M. Rajoelina est revenu la semaine dernière y poser son hélicoptère de campagne pour assurer à la population qu'il ne l'oublierait pas.

Son rival Marc Ravalomanana a lui aussi battu les estrades en promettant "d'aider les paysans".

Le chef du village d'Ifofaka, 77 ans, a entendu les discours de nombreux présidents mais il refuse de désespérer de la parole politique.

"On a besoin d'aide pour récupérer de l'eau, par exemple des motopompes", glisse Joseph Rafaralahy. "Je ne peux pas les payer et l'Etat ne l'a pas encore fait. Mais peut-être le prochain président ? Qui sait..."

AFP

Guinée Bissau

Le recensement électoral prendra fin aujourd'hui

■ Le recensement électoral en Guinée-Bissau, entamé le 20 septembre dernier, prendra fin aujourd'hui, a annoncé lundi le gouvernement dans un communiqué publié à l'issue d'un Conseil des ministres extraordinaire.

Cette décision a été prise par le Premier ministre, Aristides Gomes après une réunion tenue le même jour avec les partis politiques et des représentants de la communauté internationale consacrée au recensement électoral.

Selon le communiqué, la réunion avec les partis et la communauté internationale a également permis de présenter les trois propositions de programme d'activité pour les prochaines élections législatives, qui seront soumises à l'examen du président José Mario Vaz.

A cet égard, le gouvernement a appelé tous les membres des équipes chargées du recensement à redoubler d'efforts avant le délai de clôture afin que tous les citoyens, notamment dans les zones éloignées, puissent être enregistrés. Plus de 95% des électeurs ont déjà été recensés, a précisé le gouvernement.

Ce recensement a été suspendu début décembre sur décision du procureur à la suite de la dénonciation d'irrégularités par un groupe de partis politiques.

La prolongation du recensement a entraîné le report sine die des élections législatives prévues le 18 novembre, qui devaient permettre de mettre un terme à trois ans de crise politique.

H. M.

Côte d'Ivoire

La majorité présidentielle gagne

La coalition au pouvoir en Côte d'Ivoire a remporté la cité balnéaire de Grand-Bassam mais perdu Port-Bouët, une des grandes communes d'Abidjan, lors des élections municipales partielles de dimanche marquées par des violences dans les deux villes, selon les résultats officiels proclamés lundi.

Les deux communes sont stratégiques : d'importants projets de développement, notamment dans le domaine immobilier sont, selon des sources diplomatiques, en cours à Grand-Bassam, tout proche de la capitale économique ivoirienne, alors que Port-Bouët abrite le port d'Abidjan et l'aéroport international.

Ces enjeux stratégiques expliquent en partie les violences de dimanche, mais aussi des scrutins du 13 octobre, qui avaient été annulés et ont dû être repris dans les deux villes.

Selon les résultats annoncés par la

Commission électorale Indépendante (CEI), à Grand-Bassam, Jean-Louis Moulot, candidat du Rassemblement des houphouëtistes pour la démocratie et la paix (RHDP, au pouvoir) a battu, avec 51,91% des suffrages, le maire sortant Georges Ezaley (45,72%) du Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI, opposition).

"Je vais déposer un recours", a déclaré à l'AFP Georges Ezaley, soulignant qu'un écart d'environ mille voix sur 16.000 votants le sépare de son adversaire.

M. Ezaley a rappelé qu'il avait obtenu, lors du précédent scrutin du 13 octobre, 1.600 voix d'avance sur M. Moulot dans les quatre bureaux de vote saccagés dimanche par des individus armés non identifiés, et dont les bulletins n'ont pas pu être pris en compte par la CEI.

A Port-Bouët, où la journée de vote et le dépouillement ont eu lieu dans la tension, avec notamment une tentative d'intrusion à la

CEI locale repoussée avec des coups de feu, le candidat du PDCI Sylvestre Emmou (62,65%) a largement battu le ministre du Tourisme Siandou Fofana (33,61%) dans un autre duel RHDP-PDCI, deux anciens alliés devenus adversaires. "Ce climat de violence n'augure rien de bon. Qu'est-ce que ça va être à la présidentielle?" s'est interrogé un observateur dimanche, alors que l'élection de 2020 est déjà dans toutes les têtes.

Le scrutin du 13 octobre, qui avait été marqué par des nombreuses violences (au moins cinq morts) et tentatives de fraude, a été annulé par la Cour suprême en raison d'irrégularités dans six communes et deux régions de Côte d'Ivoire.

Le RHDP du président Alassane Ouattara avait remporté le plus grand nombre de communes et de régions, mais le PDCI, dirigé par l'ancien président Henri Konan Bédié, avait fait un bon score.

AFP

Xi Jinping célèbre 40 années de réformes économiques chinoises

La Chine a célébré solennellement hier les 40 ans des réformes économiques qui l'ont propulsée au deuxième rang des puissances mondiales, le président Xi Jinping rejetant toute immixtion étrangère dans la voie suivie par Pékin.

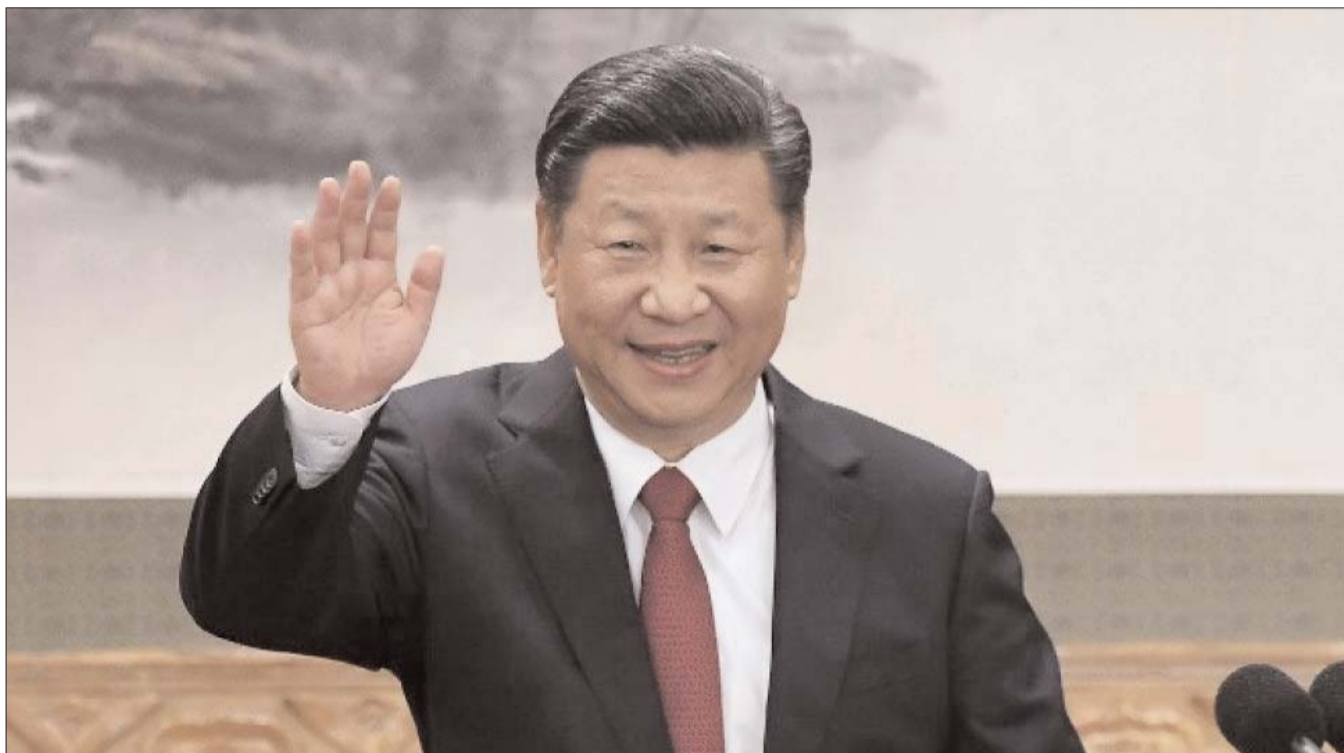
Tout en assurant que son pays resterait sur la voie de l'ouverture et des réformes, Xi Jinping n'a annoncé aucune mesure concrète en ce sens et a réaffirmé la suprématie du Parti communiste chinois (PCC) au pouvoir.

"Personne ne peut dicter au peuple chinois ce qu'il doit faire ou ne pas faire", a déclaré M. Xi lors d'un discours de près d'une heure et demie consacré aux spectaculaires progrès économiques et sociaux de la Chine depuis les réformes lancées à partir du 18 décembre 1978 par le numéro un Deng Xiaoping.

Cette déclaration du président, le plus puissant que la Chine ait eu depuis Mao Tsé-toung (1949-1976), intervient alors que Pékin est soumis à une forte pression des États-Unis, qui attendent des "changements structurels" dans son économie.

Les deux premières puissances économiques de la planète s'affrontent à coups de droits de douane ces derniers mois, une sur-enchère toutefois suspendue pour 90 jours après que Xi et son homologue américain Donald Trump furent convenus d'une trêve début décembre, pour laisser une chance à la négociation.

Sous les ors du Palais du peuple à Pékin, Xi Jinping a assuré que le pays continuerait sur le chemin de l'ouverture et du développement, mais selon son propre tempo. "Nous changerons résolument ce qui peut être réformé et nous ne changerons pas, résolument, ce qui ne peut pas l'être", a-t-il lancé, en réponse aux exigences du président américain.



Xi Jinping a souligné que la réussite économique des 40 dernières années justifiait la voie prise par son pays d'un "socialisme aux caractéristiques chinoises" sous la direction du PCC. "La pauvreté n'est pas le socialisme", a-t-il lancé, en rappelant que "740 millions de personnes" étaient sorties de l'indigence en 40 ans.

Stabilité

Car si ouverture et réformes restent les maîtres mots, elles doivent être assorties du maintien de la stabilité du pays et permettre à la Chine de monter en qualité, d'innover, et de répondre aux défis contemporains comme la lutte contre la pollution, a-t-il expliqué.

M. Xi a mis l'accent sur le nécessaire équilibre entre réformes, développement et stabilité, à l'heure où la Chine, très lourdement endettée, fait face au ralentissement de son économie. Le PIB qui a progressé de

6,9% en 2017, ne croitrait que de 6,6% cette année, estiment des experts, comme Julian Evans-Pritchard, du cabinet Capital Economics. L'objectif gouvernemental pour cette année a été fixé à 6,5%.

"La stabilisation de la croissance dans une fourchette raisonnable en 2019 a été le point central de la réunion du bureau politique (du PCC) à Pékin le 13 décembre", soulignaient les analystes de HSBC dans une note publiée lundi.

"Face à l'incertitude qui persiste à l'extérieur et aux risques liés au désendettement, les dirigeants ont réaffirmé leur détermination à assouplir leur politique et à accélérer les réformes afin de renforcer l'économie nationale", ajoutent-ils, en soulignant que cette réunion du politburo donnait le ton d'une importante réunion économique attendue dans les prochains jours.

L'économie chinoise pâtit des efforts de

désendettement du gouvernement, qui l'ont conduit à une politique de crédit restrictive et à lever le pied sur les investissements dans les infrastructures.

Sa guerre commerciale avec les États-Unis, si elle perdurait, ouvrirait aussi des perspectives négatives pour le premier exportateur de la planète.

Mais pour Wu Qiang, un analyste politique à Pékin, ce conflit pourrait être une chance : "Si le Parti communiste est suffisamment intelligent, il pourrait en faire le coup d'envoi d'une seconde phase de réforme et d'ouverture tout en modifiant le rôle du parti et de l'État".

Car la transformation économique n'a pas modifié le système politique. Pour M. Wu, elle a même permis au parti "de maintenir sa dictature" et "de survivre".

AFP

Inflation, corruption, inégalités : le cercle vicieux de la paupérisation d'Haïti

■ Dans le dédale des constructions anarchiques qui s'étaie sur les collines de Port-au-Prince, les Haïtiens les plus pauvres subissent durement les conséquences d'une forte inflation, d'une corruption au long cours et, depuis quelques mois, de la dévaluation de la monnaie.

À Fort National, quartier à moins d'un kilomètre du palais présidentiel, maisonnettes en béton et simples abris de fortune en tôles et bâches de plastique se serrent le long de chemins étroits, parcourus d'eaux usées et jonchés d'ordures. Henry Germain cherche auprès de ses voisins un petit boulot pour pouvoir acheter son repas du soir. En vain. Sans travail depuis dix ans, il ne survit que grâce aux quelques dizaines de dollars envoyés chaque trimestre par un cousin vivant aux États-Unis.

"En décembre, comme il y a plein de fêtes, j'avais l'habitude de me faire plaisir, d'acheter des chaussures neuves et de nouveaux vêtements. Cette année, je peux rien faire, les prix sont trop chers: tout part dans la nourriture", confie l'homme de 44 ans. Des vêtements, Elina Jean-Louis n'en manque pas. Sa petite maison aux murs de tôles est encombrée de textile d'occasion, mais elle ne veut plus se rendre au marché le revendre à cause des gangs qui s'y affrontent pour en prendre le contrôle.

"De toute façon, les clients refusent de payer plus alors que moi j'achète les lots de vêtements bien plus cher qu'avant", se lamente cette commerçante de 32 ans, contrainte aussi désormais à se restreindre au quotidien.

"Avant, j'achetais régulièrement du poulet, mais je ne peux plus me le permettre. Même les bananes sont devenues trop

chères pour moi", confie-t-elle, tout en veillant à ce que son fils de 4 ans finisse son assiette de riz accompagné seulement de légumes.

Pour Elina et Henry, "avant" remonte au temps où la gourde était stable par rapport au dollar américain. Mais depuis l'été, la monnaie haïtienne a perdu près d'un tiers de sa valeur. Une dévaluation lourde de conséquences dans un pays important quatre fois plus qu'il n'exporte. Insupportable pour les 60% de la population qui vivaient déjà sous le seuil de pauvreté, la hausse des prix induite est également rude pour la classe moyenne déjà très réduite.

Cohabitation

"Beaucoup de parents ont des difficultés pour scolariser leurs enfants car ils doivent choisir entre mettre de la nourriture sur la table et envoyer l'enfant à l'école", relève l'économiste Kesner Pharel, s'inquiétant des inégalités grandissantes.

"Les chiffres sont édifiants: les 20% les plus riches d'Haïti contrôlent plus de 60% des richesses et les 20% les plus pauvres ont moins de 2% des richesses. Cette cohabitation de villas et de bidonvilles est une situation explosive, un cocktail extrêmement dangereux comme on l'a vu en juillet", prévient-il.

La tentative du gouvernement le 6 juillet d'augmenter le prix des carburants jusqu'à 51% a entraîné une révolte à travers le pays, avec des violences en particulier à Port-au-Prince où des incendies volontaires et des pillages ont été répertoriés. Au moins quatre personnes ont été tuées.

Pour essayer de répondre aux besoins les plus urgents, l'exécutif a présenté jeudi devant le parlement une loi de finances prévoyant de doubler le budget du ministère de la Santé, tandis que celui du ministère des Affaires sociales bondirait de plus de 40%. Pour financer ces mesures, le gouvernement table sur une augmentation de 75% des recettes douanières. Elle semble présager un plan de lutte contre la contrebande. Sur la seule frontière terrestre, avec la République dominicaine, la perte pour l'État haïtien en droits de douane est estimée à 500 millions de dollars par an. "On ne parle pas là de ceux qui passent à moto ou à dos d'âne, mais de gros camions voyageant avec des gens lourdement armés et qui passent comme ça, sans déclarer leur marchandise", dénonce George Sassine, président de l'association des industries de Haïti.

Selon lui, "la contrebande profite à une minorité qui comprend des sénateurs, des députés et aussi des personnes du secteur privé, car il faut bien écouler cette marchandise". Mais l'omerta prévaut à cause des carences et de la corruption du système judiciaire.

C'est cet enrichissement illicite de la classe politique qui est dénoncé par les Haïtiens les plus pauvres.

"Les politiciens ne savent rien de notre misère. Demandez-leur le prix du sac de riz, ils ne savent pas. Quand on a de l'argent on ne s'en soucie pas, mais moi je meurs à petit feu. Eux sont bien gras, moi je n'ai que mes os", déplore Henry Germain, levant son T-shirt trop grand pour montrer ses côtes saillantes.

AFP

Brexit : l'opposition britannique passe à l'attaque contre Theresa May

Le chef de l'opposition au Parlement britannique, Jeremy Corbyn, a déposé lundi une motion de défiance contre la Première ministre Theresa May, à la suite de son refus de convoquer le vote des députés sur l'accord de Brexit avant janvier.



C'est au gouvernement que revient la décision de permettre l'organisation d'un débat et d'un vote sur une telle motion. Si cette dernière devait être adoptée, elle ne serait pas juridiquement contraignante pour Theresa May, mais révélerait une fois de plus la faiblesse de sa position.

"Il est inacceptable que nous attendions près d'un mois avant de procéder à un vote sur la question cruciale de l'avenir de notre pays", a déclaré le chef de l'opposition, faisant allusion à la décision de Mme May de reporter à la troisième semaine de janvier le vote sur l'accord de Brexit initialement prévu pour le 11 décembre.

"Ainsi, puisque c'est la seule manière que je vois d'organiser ce vote cette semaine, je suis sur le point de déposer une motion intitulée 'cette Chambre n'a pas confiance en la Première ministre', a-t-il ajouté.

Si le gouvernement refusait de débattre de cette motion, Jeremy Corbyn pourrait déposer une motion de censure contre l'ensemble du gouvernement, une procédure qui peut aboutir à l'organisation de nouvelles élections législatives.

Au cours des débats parlementaires un peu plus tôt, le leader travailliste avait estimé que Theresa May

avait "échoué" dans sa tentative de "renégocier" et n'avait "plus d'excuses pour repousser le vote" sur l'accord de retrait signé par Londres et Bruxelles à l'issue de dix-sept mois d'après discussions.

Ce texte peine à convaincre les députés de tous bords politiques, qu'ils soient partisans d'un Brexit sans concessions ou défenseurs du maintien dans le club européen.

Poursuite des discussions ?

Confrontée à la probabilité d'un cuisant échec, Theresa May a repoussé ce vote à janvier. Cette manœuvre lui a déjà valu l'organisation d'un vote de méfiance au sein de son propre parti conservateur mercredi. Si elle a finalement remporté la confiance de la majorité des députés tories, plus d'un tiers d'entre eux l'ont désavouée.

Cette fracture au sein de sa propre famille politique a une nouvelle fois révélé sa faiblesse, accentuée par son échec en vue d'obtenir, auprès des dirigeants européens réunis en sommet à Bruxelles la semaine dernière, de nouvelles munitions pour convaincre son Parlement.

Mme May avait déclaré qu'elle poursuivrait les discussions avec l'UE afin d'obtenir des "assurances" sur l'accord, notamment une

disposition destinée à éviter le retour d'une frontière physique entre l'Irlande et la province britannique d'Irlande du Nord, et son porte-parole a affirmé lundi que les échanges se poursuivraient "à tous les niveaux".

Mais aucune rencontre avec des dirigeants britanniques ne figurait sur l'agenda de l'UE, a souligné lundi le porte-parole de la Commission européenne, Margaritis Schinas. "Le Conseil européen a fourni les clarifications qu'il était possible de donner à ce stade, aucune nouvelle réunion n'est donc prévue avec le Royaume-Uni".

Face aux divisions, de plus en plus de voix plaident pour un second référendum, dans l'opposition comme chez les conservateurs.

Mais Theresa May a sèchement rejeté ces appels lundi. "Ne rompons pas la confiance du peuple britannique en essayant d'organiser un nouveau référendum" sur le Brexit, qui "entraînerait des dégâts irréparables pour l'intégrité de notre vie politique", a-t-elle déclaré à la chambre des Communes.

Vers une troisième voie ?

Seules solutions alternatives à son accord selon elle : un Brexit sans accord, potentiellement dévastateur pour l'économie britannique, ou pas de Brexit du tout.

Pendant le week-end, elle est montée au créneau contre un second référendum et s'est écharpée avec l'ancien chef de gouvernement travailliste Tony Blair, l'accusant de chercher à "saper" le Brexit. "Je n'ai jamais perdu de vue mon devoir, à savoir mettre en oeuvre le résultat du référendum", a-t-elle insisté.

Tony Blair, au pouvoir de 1997 à 2007, a quant à lui jugé "irresponsable d'essayer de convaincre de force les députés d'accepter un accord qu'ils considèrent comme franchement mauvais en menaçant de quitter l'Union européenne sans accord s'ils ne suivent pas la ligne".

Devant le spectre d'un rejet de l'accord, une troisième voie est défendue par plusieurs ministres : donner au Parlement la possibilité de voter de manière indicative sur différentes options possibles pour le Brexit, du maintien d'une relation très étroite avec l'UE à une sortie sans accord.

Dernier en date à plaider en ce sens, le ministre des Entreprises Greg Clark a estimé lundi sur la BBC que le Parlement devrait avoir son mot à dire pour mettre fin à l'"incertitude" si l'accord de Mme May était recalé.

Le porte-parole de Mme May a cependant déclaré qu'aucun vote de la sorte n'était prévu.

Bolivie : Evo Morales tout près d'une quatrième candidature malgré les manifestations

■ Evo Morales est tout près d'une quatrième candidature à la présidentielle en Bolivie: une nouvelle décision des autorités électorales vient de lever le dernier obstacle avant le scrutin de 2019 alors que les protestations se multiplient dans le pays.

Ce week-end, le Tribunal suprême électoral (TSE) a rejeté une série de recours contre la candidature du chef de l'Etat à une primaire prévue en janvier.

Le TSE, accusé par les adversaires d'Evo Morales d'être aux ordres, avait déjà validé début décembre huit candidatures pour cette primaire, dont celle du binôme, Evo Morales-Alvaro Garcia.

"Sur le plan intérieur, plus rien ne s'oppose à la candidature d'Evo Morales", a déclaré à l'AFP l'analyste politique Carlos Borth. Désormais, seule une prise de position de la Commission interaméricaine des droits de l'homme (Cidh), saisie par l'opposition, est à attendre, selon lui.

Le premier chef d'Etat indigène de Bolivie est déjà tout tourné vers sa campagne électorale. Sur Twitter, il a vanté son bilan après presque 13 années passées à la tête du pays.

"Nous nous sommes organisés politiquement et nous avons construit ensemble une nouvelle Bolivie, avec moins de pauvreté et davantage de justice sociale. Merci beaucoup pour votre soutien", a lancé Evo Morales, 59 ans, qui apparaît plusieurs fois par jour à la télévision d'Etat en train d'inaugurer des chantiers financés par le gouvernement.

Arrivé au pouvoir en 2006, il a été réélu en 2009, puis en 2014 pour un troisième mandat, grâce à une interprétation contestée de la Constitution, qui ne permet pourtant que deux mandats consécutifs. Le Tribunal constitutionnel avait alors estimé qu'il s'agissait de sa première réélection, la Constitution ayant été modifiée en 2009.

Cet ancien berger de lamas avait ensuite essuyé en février 2016 un cuisant échec politique lors d'un référendum visant à changer de nouveau la Constitution pour lui permettre de briguer un quatrième mandat (2020-2025). Son parti, le Mouvement vers le socialisme (MAS), avait annoncé chercher des "solutions juridiques alternatives" pour passer outre le "non" des Boliviens.

Fin 2017, Evo Morales avait finalement réussi à obtenir du Tribunal constitutionnel l'autorisation de sa candidature pour un nouveau mandat entre 2020 et 2025, au motif que celui-ci relève de son droit humain. Une décision jugée à l'époque plus que douteuse par les experts.

Cet allié de Cuba et du Venezuela, très critique des Etats-Unis, est le plus ancien président en exercice d'Amérique latine. Il est aussi un des derniers représentants de la "vague rose" qui a déferlé au tournant des années 2000 sur la région, désormais nettement marquée à droite.

Un contexte défavorable pour Evo Morales, qui apparaît bien isolé, juge l'analyste Carlos Borth.

Pendant ce temps, des grèves de la faim ont lieu depuis jeudi dans trois grandes villes du pays, Santa Cruz, Cochabamba et Tarija.

"Nous en sommes à notre cinquième jour de grève, plusieurs citoyens nous ont rejoint. Cette protestation vise à ce que le dictateur (comme est appelé Evo Morales) respecte la Constitution et la loi", a déclaré lundi lors d'une conférence de presse un des opposants, Juan Flores.

Jusqu'à présent, une quarantaine de personnes observent une grève de la faim.

Par ailleurs, de violentes manifestations ont eu lieu la semaine dernière. Mardi, une foule en colère a incendié le siège du Tribunal électoral à Santa Cruz (est).

Pour le candidat de l'opposition et ex-président bolivien Carlos Mesa, la situation dans le pays commence à soulever l'inquiétude de la communauté internationale.

La semaine dernière, d'anciens présidents et chefs de gouvernement ont demandé dans une lettre à l'Union européenne et l'Organisation des Etats américains (OEA) de "faire preuve de vigilance" face à la "rupture de l'ordre constitutionnel en Bolivie".

Parmi les signataires, figurent notamment les anciens présidents boliviens, Jorge Quiroga, costaricain, Oscar Arias, argentin, Fernando de la Rúa, mexicain, Vicente Fox, colombien, Andrés Pastrana et l'ex-chef de gouvernement espagnol, José Maria Aznar.

RSF déplore

Les violences contre les journalistes repartent à la hausse en 2018

Après trois années de baisse, les violences contre les journalistes sont reparties à la hausse en 2018, avec 80 journalistes tués à travers le monde, selon le bilan annuel de Reporters sans frontières (RSF) publié mardi.

L'an dernier, 65 journalistes avaient été tués pour avoir exercé leur mission d'information.

Parmi les victimes cette année, 63 journalistes professionnels, soit une hausse de 15%, 13 journalistes non professionnels (contre 7 l'an dernier) et 4 collaborateurs de médias, souligne l'ONG basée à Paris, déplorant une violence "inédite" contre les journalistes.

Au total, plus de 700 journalistes professionnels ont été tués ces dix dernières années, selon RSF.

Plus de la moitié des journalistes tués ont été "sciemment visés et assassinés", à l'instar de l'éditorialiste saoudien Jamal Khashoggi, assassiné au consulat d'Arabie saoudite à Istanbul le 2 octobre, et du journaliste slovaque Jan Kuciak



tué le 21 février.

"La haine contre les journalistes proférée, voire revendiquée, par des leaders politiques, religieux ou des "businessmen" sans scrupules a des conséquences dramatiques sur le terrain et se traduit par une hausse inquiétante des violations à l'égard des journalistes", déplore Christophe Deloire, secrétaire général de RSF.

"Démultipliés par les réseaux sociaux, qui portent à cet égard une

lourde responsabilité, ces sentiments haineux légitiment ces violences et affaiblissent, un peu plus chaque jour, le journalisme et, avec lui, la démocratie", s'inquiète-t-il, cité dans un communiqué.

L'Afghanistan, le plus meurtrier

Les victimes sont majoritairement des hommes (77 pour 3 femmes), travaillant localement (75 journalistes locaux et 5 étrangers).

C'est l'Afghanistan qui a été le pays le plus meurtrier pour les journalistes cette année avec 15 journalistes tués, détrônant la Syrie qui occupait cette place depuis 2012 et reste deuxième pays le plus dange-

reux avec 11 journalistes tués.

Le 30 avril, un double attentat à Kaboul a tué neuf journalistes, parmi lesquels le photographe de l'AFP Shah Marai Fezi et des reporters de Radio Free Europe et Tolo News. Cet attentat est le plus important commis contre des journalistes depuis le massacre de Maguindanao en 2009 aux Philippines, dans lequel au moins 32 journalistes avaient été tués.

Autre fait notable pour RSF, près de la moitié des journalistes se sont fait tuer dans des pays en paix, comme le Mexique (9 journalistes assassinés, 3e pays le plus dangereux), l'Inde (6 morts) et les Etats-

Unis (6 morts) qui font leur entrée dans ce sombre palmarès après la fusillade sanglante contre la rédaction du Capitol Gazette.

Hausse des détentions

Par ailleurs, le nombre de journalistes détenus dans le monde est lui aussi en hausse, souligne RSF : 348 contre 326 en 2017 (+7%), une augmentation qui concerne particulièrement les journalistes non professionnels. Cinq pays détiennent à eux seuls plus de la moitié des journalistes emprisonnés : l'Iran, l'Arabie saoudite, l'Egypte, la Turquie et la Chine, plus grande prison de journalistes du monde avec 60 journalistes détenus, dont les trois quarts sont des non-professionnels. "Avec le durcissement de la réglementation concernant internet, ces journalistes sont emprisonnés, dans des conditions souvent inhumaines, pour un simple post ou un billet d'information sur les réseaux sociaux ou une messagerie privée", regrette l'ONG. Le nombre d'otages a lui aussi augmenté de 11% avec 60 journalistes captifs à ce jour contre 54 l'an dernier. Cinquante-neuf d'entre eux sont retenus au Moyen-Orient (Syrie, Irak et Yémen). Parmi eux, six sont des étrangers. Enfin, RSF a enregistré trois nouveaux cas de journalistes disparus au cours de l'année, deux en Amérique latine et un en Russie. RSF considère qu'un journaliste est porté disparu lorsqu'il n'y a pas suffisamment d'éléments pour déterminer s'il a été victime d'un homicide ou d'un enlèvement, et qu'aucune revendication crédible n'a été diffusée. **AFP**

Japon

Protestation au sujet des Kouriles du Sud

■ Le Japon va protester auprès de la Russie contre la construction de nouvelles casernes dans les îles des Kouriles du Sud, dont l'armée soviétique s'est emparée à la fin de la Seconde Guerre mondiale et que Tokyo continue de revendiquer.

"Nous avons l'intention d'élever une protestation", a déclaré à la presse mardi le ministre japonais des Affaires étrangères, Taro Kono.

Le ministère russe de la Défense a annoncé qu'il comptait cantonner des troupes dans quatre complexes militaires, sur deux des îles de ce que Moscou appelle les Kouriles du Sud et Tokyo les "territoires du Nord".

Selon le ministère japonais de la Défense, ce sont 3.500 soldats russes qui seront déployés dans les deux plus grandes îles de cet archipel, dans le cadre d'un renforcement militaire en cours. Tokyo avait demandé à la Russie en juillet de réduire ses opérations militaires sur ces îles, ce qu'elle avait exclu.

Les militaires et leurs familles doivent s'installer le 25 décembre dans deux casernes de l'île d'Itouroup (Etorofu pour les Japonais) et dans deux autres complexes sur l'île de Kounachir (Kunashiri pour les Japonais), a dit lundi le ministre russe de la Défense.

Cette nouvelle a été annoncée alors que le Kremlin venait de faire savoir que le Premier ministre nippon, Shinzo Abe, pourrait se rendre en visite en Russie le 21 janvier.

Reuters

Achat de 45 chasseurs F35 supplémentaires sous cinq ans

■ Le Japon va augmenter son budget consacré à la défense et accélérer les acquisitions d'avions de chasse, de missiles à longue portée et d'autres équipements militaires dans les cinq prochaines années, selon deux documents gouvernementaux approuvés mardi par le Premier ministre Shinzo Abe.

Tokyo prévoit de dépenser 224,7 milliards de dollars (198 milliards d'euros) en équipement militaire dans les cinq prochaines années afin de soutenir les forces américaines dans l'ouest du Pacifique face à l'influence grandissante de la Chine et la résurgence de la Russie.

Selon l'un des documents, le Japon prévoit d'acheter 45 chasseurs furtifs F-35 supplémentaires au cours des cinq prochaines années auprès de Lockheed Martin, en plus des 42 chasseurs furtifs déjà commandés et assemblés dans une usine de Mitsubishi Heavy Motors Industries au Japon.

Dix-huit F-35B que le gouvernement japonais prévoit d'acheter devraient être déployés en mer de Chine méridionale où le Japon revendique des îles.

Reuters

Brésil

Bolsonaro veut exploiter les ressources d'une réserve indigène

L'e président élu du Brésil, Jair Bolsonaro, cherchera à exploiter les ressources naturelles d'une gigantesque réserve indigène dans l'Amazonie, à la frontière du Venezuela et de la Guyane, a-t-il promis lundi.

Lors d'une cérémonie d'inauguration à Rio, il a évoqué le potentiel de la réserve Raposa Serra do Sol, dans l'État de Roraima (nord).

"C'est la région la plus riche du monde. Il y a moyen d'exploiter de manière rationnelle. Et du côté des indigènes, de leur verser des redevances et de les intégrer à la société" a déclaré M. Bolsonaro lors d'une cérémonie à Rio de Janeiro. La Raposa Serra do Sol, délimitée en 2005, s'étend sur 17.000 km², sur lesquels vivent

quelque 17.000 autochtones. Elle renferme d'importants gisements de minerais comme le niobium, un métal léger utilisé dans la sidérurgie et l'aéronautique, et la deuxième plus grande réserve d'uranium au monde. Cette zone abrite également d'abondantes réserves d'or, d'étain, de cuivre et de diamants.

Pendant sa campagne et peu après avoir gagné l'élection présidentielle en octobre dernier, l'ancien militaire avait déclaré qu'il reverrait la carte des réserves indigènes, les jugeant "surdimensionnées".

"L'indigène ne peut pas rester confiné dans une zone délimitée comme s'il s'agissait d'un animal dans un zoo", estimait M. Bolsonaro dans un entretien il y a

quelques mois. Ces personnes sont des "êtres humains comme nous, qui veulent évoluer, avoir l'électricité, un médecin, un dentiste, internet, jouer au football".

Le président élu, qui a remis en question la participation de son pays à l'accord de Paris sur le changement climatique, a également évoqué la possibilité de reprendre les études pour la construction de centrales hydro-électriques en Amazonie. Selon les experts, une telle initiative bouleverserait l'écosystème du fleuve Amazone et de ses affluents, et forcerait le déplacement des populations.

La Constitution brésilienne protège les droits des peuples autochtones sur leurs terres. **AFP**

Etats-Unis

Trump n'a pas promis à Erdogan l'extradition de Gülen

L'e président américain Donald Trump ne s'est pas engagé lors d'un entretien avec son homologue turc Recep Tayyip Erdogan à extraditer Fethullah Gülen, a déclaré lundi un haut représentant de la Maison blanche, contredisant la déclaration faite la veille par le ministre turc des Affaires étrangères.

S'exprimant en marge d'une conférence à Doha, Mevlut Cavusoglu a déclaré dimanche que Trump avait assuré à Erdogan que l'administration américaine faisait le nécessaire pour extraditer Gülen, auquel Ankara impute le coup d'Etat manqué de juillet 2016.

La Turquie réclame de longue date l'extradition

de l'opposant, autrefois allié d'Erdogan, qui vit en exil aux Etats-Unis depuis 1999. Gülen nie toute implication dans la tentative de putsch.

Selon la presse américaine, l'administration Trump chercherait un moyen légal de justifier l'extradition de Gülen pour convaincre la Turquie de cesser de faire pression sur l'Arabie saoudite au sujet de l'assassinat du journaliste et opposant saoudien Jamal Khashoggi, ce que Washington dément.

"Lors de sa rencontre avec le président Erdogan au sommet du G20, le président ne s'est pas engagé à extraditer Fethullah Gülen", a dit le représentant de la Maison blanche, sous couvert d'anonymat. **Reuters**

Une chorale internationale anglophone

The Algiers Singers, anime un concert à Alger

La chorale internationale anglophone, The Algiers Singers, soutenue par les Algériens, Djamel Ghazi à la flûte et Nadia Mecheri au piano, a animé lundi soir à Alger, un concert spirituel dans une ambiance festive, devant un public nombreux et recueilli.



Le spectacle tenu à la Basilique Notre-Dame d'Afrique, laquelle en offrant son bel espace acoustique aux 23 choristes de différents âges et nationalités, a vibré au rythme d'un récital de chants liturgiques, dédié à l'amour, la paix et la tolérance.

Près d'une heure et demie de temps, l'ensemble The Algiers Singers, a enchanté le public, qui, libretto à la main, sur lequel les textes de la trentaine de pièces rendues étaient transcrits, suivait, sur invitation de la cheffe de choeurs, Victoria Seifert, le déroulé de chaque chanson et reprenait ses refrains.

Ouvrant la soirée avec la soprano, Sophie Harutunian et le basse Victor Brynning, deux voix bien présentes sur deux pupitres opposés qui ont interprété, *In the Bleak Mid-Winter*, le ton de la soirée a été donné

avec un intervalle de notes constituant une large tessiture qui contient de belles opportunités d'harmonisation.

Djamel Ghazi, actuellement, maître-assistant au département de musique de l'École normale supérieure de Kouba, et sa «narratrice de flûte», a convié l'assistance à une belle randonnée onirique à travers l'agilité et la douceur de son doigté de maître, interprétant, *The Huron Carol*, une pièce inscrite dans la tradition canadienne.

Plusieurs escales en Espagne, Royaume-Uni, Pays-Bas, Allemagne, France, Italie, Arménie, Etats-Unis d'Amérique, Brésil, Venezuela où encore en Orient de manière générale, ont été de ce grand voyage proposé par cette belle fusion de voix internationales, qui, à chaque pièce interprétée qui renvoyait à une origine don-

née, semait le bonheur et dessinait des sourires sur tous les visages.

Un bel ensemble représentant de l'humanité et présentant plusieurs facettes dans ses différents et nombreux tours de chants, rendus dans des formules diversifiées, en solo, en duo, en trio ou en quartet, entre autres, à l'instar de la pièce australienne, *Still, Still, Still*, rendue par LaSean Knox-Brown (basse), Victoria Seifert (soprano), Chris Fenoglio (guitare) et Nathan Seifert (Violon), ou encore *Jingle Bells* et *We wish you a Merry Christmas*, chantée par l'ensemble.

Epoustouffante de technique et de musicalité, donnant de l'assurance aux autres, Nadia Mecheri, professeure de piano à l'Institut national supérieur de musique (Insm), a brillé de virtuosité, laissant tout l'amour des variations rythmiques et

modales des différentes cultures, s'échapper de ses partitions, pour ressortir sur son visage embelli au sourire radieux. Soutenue par son époux Nathan, Victoria Seifert a réussi à monter, à Alger, avec un groupe de gens de tout âge, un spectacle dédié aux fêtes de fin d'année, une opportunité pour la communauté chrétienne, selon elle, d'entretenir avec les autres religions, l'«échange et le vivre-ensemble» dans «le socle de la paix et de la fraternité».

«Belle manière d'orner le silence», de l'avis unanime des spectateurs, le concert de la chorale internationale anglophone The Algiers Singers, entre, selon le recteur de la basilique Notre-Dame d'Afrique, père José Maria Cantal Rivas, dans le cadre du «programme régulier, initié par l'église».

Bilal L.

Organisé à Bouira

13 wilayas au Salon national de la photographie

Treize wilayas du pays prennent part lundi à la première édition du salon nationale de la photographie qu'organise la Maison de la culture Ali Zaâmoum de Bouira et qui s'étalera jusqu'au 20 décembre en cours, ont indiqué les organisateurs.

Selon les détails fournis à l'APS par la directrice de la maison de la culture, Saliha Cherbi, ce premier salon national enregistre la participation de 31 photographes venus de 13 wilayas du pays, à savoir Bouira, Djelfa, Naâma, Ghardaïa, Bordj Bou Arréridj, Alger, Tizi Ouzou, Béjaïa, Khenchla, Oum El Bouagui, Relizane, Blida et Médéa.

«Cette manifestation se veut une occasion pour promouvoir le tourisme local et national via la photographie. Il s'agit aussi d'un événement important, car il regroupe plusieurs anciens et nouveaux photographes du pays, ce qui leur permettra d'échanger des idées et des expériences», a souligné Mme Cherbi.

Au premier jour de ce Salon inauguré

dans la matinée par les autorités locales de la wilaya, les anciens photographes de la wilaya, en l'occurrence Graïchi Mohamed Boualam, Ouchène Slimane et Zoughdani Lamara ont été honorés à cette occasion par les responsables de la maison de la culture en guise d'encouragement pour leurs efforts consentis pour la promotion du métier de la photographie.

«Ces trois anciennes figures de la photographie de Bouira ont été honorées, et elles sont présentes au Salon via leurs travaux de qualité, ainsi que leur ancien matériel présentés aux visiteurs», a expliqué la même responsable.

Depuis son ouverture, le salon continue de drainer un grand nombre de visiteurs venus de Bouira et même des autres wilayas du pays.

Une exposition de photographies se tient au hall de la maison de la culture, où ils devront se tenir également des ateliers et des conférences sur la photo. Le salon est

placé cette année sous le slogan «La Photographie, au coeur de la communication touristique».

«Ce salon national de la photographie de Bouira dédié aux professionnels et amateurs de la photographie, a pour objectif de promouvoir la culture du 8^{ème} Art et sa diversité notamment à travers des expositions, stages, concours et autres manifestations artistiques», a encore souligné la directrice de la Maison de la culture.

La manifestation vise également à valoriser la photographie notamment comme support éducatif pour le jeune public, ainsi qu'à créer des passerelles entre les artistes de différentes wilayas et le public. «De nombreux photographes talentueux à l'image de Yacine Hamdaoui, seront présents pour exposer leurs travaux et rencontrer le public», a ajouté Mme Cherbi.

K. F.

Pour la première fois à Adrar Application électronique d'accès à la recherche en bibliothèque

■ La première application électronique algérienne d'accès virtuel au fond documentaire des bibliothèques de lecture publique a été lancée dimanche au niveau de la bibliothèque publique d'Adrar, dans le cadre d'un séminaire national sur les TIC dans les bibliothèques publiques. Cette innovation informatique, fruit du travail d'une équipe d'ingénieurs locaux de la bibliothèque de wilaya dans le domaine de la numérisation, des TIC et de la programmation, permet de promouvoir les prestations des bibliothèques en facilitant leur accès virtuel par les étudiants et chercheurs, a indiqué le directeur de la bibliothèque d'Adrar, Mustapha Benzita. Quatrième du genre, ce séminaire vise à se mettre au diapason des avancées réalisées dans le monde du numérique, d'autant plus que la bibliothèque est un espace qui regroupe diverses catégories sociales, a-t-il ajouté.

Fonctionnant sous système Android, l'application en question a été présentée comme un support numérique permettant l'accès virtuel à la bibliothèque et la consultation notamment.

Selon le directeur-adjoint des bibliothèques et de la promotion de la lecture publique au ministère de la Culture, Hassen Mandjour, il existe actuellement 42 bibliothèques principales à travers le pays, et celle d'Adrar est pionnière sur le plan de la recherche électronique.

Le ministère de tutelle compte généraliser cette expérience à travers le territoire national, a-t-il souligné, en révélant que la tenue de ce séminaire est un témoignage de reconnaissance à cette équipe de recherche. Organisé avec le concours du Laboratoire des systèmes informatique et de l'Archive d'Alger et les Laboratoires d'informatiques des Universités d'Oran et d'Adrar, cette rencontre regroupe des directeurs de bibliothèques, experts et chercheurs de différentes universités du pays et des spécialistes en informatique et en application technologique. Les participants se penchent sur une série de thèmes liés, entre autres, à «la législation algérienne et la propriété intellectuelle dans le domaine numérique», «le rôle des nouvelles technologies au service des personnes aux besoins spécifiques dans les bibliothèques» et «l'impact de la communication sur les systèmes informatiques».

«Les bibliothèques principales de lecture en Algérie» et «la situation de l'exploitation des NTIC dans les bibliothèques d'Adrar», sont d'autres axes de débat au programme de cette rencontre nationale. Trois ateliers sont constitués pour plancher sur les thèmes de la gestion des fonds numériques des bibliothèques publiques en Algérie, les applications des nouvelles technologies dans la bibliothèque principale d'Adrar et les mécanismes d'alimentation numérique dans les bibliothèques publiques en Algérie. Initiée par la bibliothèque publique de lecture d'Adrar, cette rencontre vise à contribuer à la «création d'un réseau national des bibliothèques principales à travers le pays, sous l'égide du ministère de tutelle», selon les organisateurs.

Un réseau devant permettre à tout utilisateur de n'importe quelle région du pays de bénéficier des prestations des bibliothèques grâce à un accès virtuel à leur fond documentaire.

R. C.



ACTU-FEMMES

KATE MIDDLETON, ENCEINTE DE SON 4^E ENFANT : KENSINGTON S'AGACE



Enough ! Ca suffit ! Débordé par les rumeurs de discorde entre Kate Middleton et Meghan Markle, le palais de Kensington a exprimé son agacement, suite à une autre rumeur disant la duchesse de Cambridge enceinte de son quatrième enfant. Ambiance...

Les esprits commencent sérieusement à s'échauffer du côté de Kensington. Pour une fois, Meghan Markle, que l'on dit en froid avec Kate Middleton, mais aussi très déterminée à dissocier le prince Harry de son frère William, n'est pas en cause. Faute de pouvoir s'abriter derrière sa mère Doria Ragland, dont l'arrivée en Grande-Bretagne pour les fêtes de fin d'année a été annoncée, puis démentie, la duchesse de Sussex devra composer avec sa belle-soeur par alliance, au château de Sandringham, à Noël. Sa Majesté Elizabeth II n'a pas laissé le choix à la duchesse de Cambridge, qui devra passer le réveillon avec les Windsor et dormir à Sandringham, alors qu'elle espérait retrouver sa famille dans un premier temps, puis dormir dans son manoir d'Anmer Hall plutôt que sur le même palier que Meghan dans un second temps.

Après avoir tenté d'éteindre le feu rampant d'une discorde entre les deux duchesses, les communicants de Kensington ont dû s'attaquer à une autre rumeur : Kate serait enceinte de son quatrième enfant. Ce qui n'était qu'un pari de bookmakers est devenu une «réalité» pour la presse tabloïd américaine. Le magazine *Star* a récemment affirmé que la duchesse de Cambridge - qui vient de dévoiler une très jolie carte de vœux sur laquelle elle pose aux côtés de William et leurs enfants George, Charlotte et Louis - attendrait une petite fille.

Contacté par le quotidien *The Express*, le palais de Kensington a rappelé qu'il ne commentait pas la vie privée des membres de la famille royale, mais, mais... a également fait savoir que si la duchesse de Cambridge était réellement enceinte, un communiqué officiel l'annoncerait. Un mouvement d'humeur assez inhabituel, qui témoigne du climat électrique qui règne actuellement dans le palais princier. Merry Christmas, joyeux Noël, comme on dit...

BEAUTÉ

LA CAROTTE UN SACRÉ ATOUT BONNE MINE

On dit que la carotte rend aimable... Mais elle est surtout diablement efficace pour revitaliser la peau et faire un teint de rêve ! On dit que la carotte rend aimable... Mais elle est surtout diablement efficace pour revitaliser la peau et faire un teint de rêve !

RICHE EN VITAMINES

Crue ou cuite ou râpée, elle fait tellement partie de nos habitudes alimentaires qu'on ne se doute pas toujours qu'elle regorge de nombreuses propriétés très bénéfiques à la beauté de la peau. Connue sous sa forme actuelle dès le XVII^e siècle en Hollande, cette plante de la famille des ombellifères est présente sur les états toute l'année. En plus d'être goûteuse, la carotte est un alicament naturel grâce à sa concentration élevée en vitamines et en sels minéraux (potassium, calcium et magnésium). Riche en vitamine C, elle possède des vertus indéniables pour l'éclat de la peau. Elle contient encore des vitamines du groupe B, aux propriétés apaisantes et protectrices, ainsi que de la vitamine E, antiradicalaire. Mais c'est surtout la provitamine A (ou bêta-carotène) qui la distingue des autres légumes racines. Et c'est en raison de la présence de cette molécule qu'on la plébiscite comme composant des soins belle peau et bonne mine.

DES VERTUS RÉGÉNÉRANTES ET DÉTOX

C'est dans sa graine dans celle-ci que se trouve son huile

essentielle aux multiples qualités. C'est un atout détox qui produit un effet aussi bien sur le corps, avec une action drainante supplémentaire, que sur le visage où elle agit intensément contre l'acné. D'autant qu'elle affiche aussi des vertus cicatrisantes. On recommande même de l'utiliser pure pour éliminer les boutons d'acné, à raison d'une goutte sur chacun. Par ailleurs, on lui connaît également des propriétés régénérantes qui permettent de lutter contre le vieillissement. Son hydrolat (ou eau florale) complète cette action en favorisant le renouvellement cellulaire et la cicatrisation. Autre atout de ce légume, l'huile essentielle de carotte, mélangée à de l'huile d'argan par exemple, traite les peaux sèches ou ternes. Associée à l'huile essentielle de géranium (ou de rose musquée ou de petit grain), elle est enfin recommandée pour traiter les taches brunes liées au photovieillissement. Très odorante, l'huile essentielle de carotte est également utilisée en parfumerie, où elle vient renforcer les notes boisées dans bon nombre de fragrances masculines.

DES BIENFAITS DE PRÉPARATEUR SOLAIRE

En plus de ces vertus, le bêta-carotène est également un «préparateur solaire». Non seulement parce qu'il est antiradicalaire, mais aussi parce qu'il colore légèrement la peau et enclenche le processus naturel de pigmentation, en activant la production de mélanine. Pour un effet bonne mine immédiat, on



peut très simplement mélanger quelques gouttes d'huile de carotte à sa crème de jour habituelle, afin de favoriser le bronzage naturel de la peau.

UNE PUISSANTE ACTION ANTI-ÂGE

C'est l'un des aliments les plus riches en bêta-carotène, un précurseur de la vitamine A aux vertus hautement antioxydantes, donc anti-âge. Plus la carotte est colorée, plus elle en renferme : c'est cette molécule qui lui donne sa couleur orangée. Au cours de la photosynthèse, elle lui permet d'éviter l'oxydation. Idem sur la peau ! Ainsi, «la provitamine A issue du végétal va être transformée par l'organisme en vitamine A (rétinol) qui réactive les mécanismes cellulaires et répare les tissus cutanés», précise Amanda Chevillat, directrice de la communication scientifique de Melvita. Le macérât est l'extrait que la cosmétique préfère. Obtenue par macération dans de l'huile de tournesol, la synergie entre le légume et l'huile fait alors des merveilles. L'acide linoléique, concentré en oméga 6, rend l'épiderme plus résistant et soutient la barrière cutanée. Il agit donc comme un bouclier face aux agresseurs. L'acide oléique (oméga 9) améliore la cohésion cellulaire et l'élasticité de l'épiderme. Enfin, l'acide stéarique est un véritable ciment qui protège la peau.

Masque coup d'éclat à la carotte

Il vous faut :

1 carotte

1/2 avocat si la peau est sèche

1/2 c. à soupe de miel

1/2 c. à soupe d'huile d'olive

Quelques gouttes de jus de citron

Préparation : pelez la carotte et faites-la cuire à la vapeur jusqu'à ce qu'elle soit tendre. Ecrasez-la en purée à la fourchette. Ajoutez les autres ingrédients (sauf l'huile d'olive si vous avez la peau grasse). Laissez refroidir.

Mode d'emploi : appliquez sur la peau propre, pendant quinze minutes. Rincez à l'eau tiède.

BRÛLURES D'ESTOMAC

ET S'IL SUFFISAIT DE MAIGRIR ?

Les brûlures d'estomac, qui concernent nombre d'entre nous, seraient fortement liées à notre poids, donnant l'avantage aux plus minces.

En effet, plus le poids augmente, plus le risque de souffrir de brûlures d'estomac s'accroît et plus les symptômes sont fréquents. Brûlures d'estomac et reflux gastro-œsophagien

Les brûlures d'estomac ou remontées acides de l'estomac vers l'œsophage, également dénommées reflux gastro-œsophagien (RGO), touchent une grande partie de la

population et peuvent provoquer une gêne quotidienne très importante. On estime également que les symptômes du RGO se manifestent au moins une fois par semaine chez 20 à 30% des adultes. Attention, car de telles régurgitations peuvent entraîner une inflammation de l'œsophage. Le plus souvent, les reflux acides sont dus à une hernie hiatale, une partie de l'estomac passant dans le thorax à travers le diaphragme. Les cas les plus graves relèvent de la chirurgie, sinon il existe des traitements médicamenteux et des consignes d'hygiène

de vie : éviter les repas copieux, le café et les boissons effervescentes, arrêter le tabac et surélever sa tête de lit, respecter un délai de 3 heures entre le dîner et le moment du coucher, etc. La fréquence des brûlures d'estomac augmente avec le poids. La réduction pondérale fait également partie des consignes susceptibles d'atténuer les brûlures d'estomac. Une nouvelle étude confirme le lien entre la survenue des symptômes du RGO et le poids, suggérant que toute perte de poids est bénéfique pour atténuer les remontées acides.



Les DÉBATS

Quotidien national d'information

Édité par la SARL MAHMOUDI INFO

Le fondateur
Abderrahmane Mahmoudi

Gérante Naima MAHMOUDI • Directeur de la publication Nadjib Stambouli

• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : 021.63.45.42 -

Fax : 021.63.45.13 - Service Publicité : 021.63.42.65 • Email : Lesdebats@hotmail.com •

Web : <http://www.lesdebats.com> • Impression SIA • Publicité ANEP 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : 021.73.30.43

SPORTS

Coupe d'Algérie de football (32es de finale)

Les favoris passent aux seizièmes



34° Championnat arabe des clubs de Handball - tirage au sort

La JSE Skikda et l'IC Ouargla fixés sur leurs adversaires

■ La JSE Skikda L'IC Ouargla évolueront respectivement dans les groupes A et B, selon le tirage au sort du 34e championnat arabe des clubs de handball messieurs organisé par le CS Saket Ezzit du 19 au 29 décembre courant à Sfax, effectué ce lundi. La JSE Skikda évoluera dans le groupe B en compagnie du CS Sakiet Ezzit (Tunisie/club organisateur), Al Ittihad (Libye), Al Salmiya (Koweït), Al Khaleej (Arabie saoudite). L'IC Ouargla (Algérie) a hérité quant à lui du groupe B avec l'ES Tunis (Tunisie), le SC Mokninen (Tunisie), Al Arabi (Qatar), Al Koweït (Koweït). L'IC Ouargla est actuellement leader de la poule B du Championnat d'Algérie de handball, division Excellence (messieurs) à l'issue de la 10e journée devançant d'une longueur la JSE Skikda. Par ailleurs le match de la super coupe arabe de handball entre l'AS Féminine de Sfax et le Club Africain se déroulera en lever de rideau de la finale masculine du championnat arabe des clubs, a annoncé Ridha Manai, président de la commission des compétitions de l'Union Arabe de handball. De son côté, Abdallah Al Ariane, secrétaire général de l'UAHB s'est félicité des bonnes conditions de l'organisation du tournoi déclarant persuadé que cette 34e édition connaîtra une grande réussite, comme la précédente qui avait été également organisée par le CS Sakiet Ezzit. Il a affirmé que la compétition sera d'un niveau élevé vu la présence de grands clubs arabes comme l'Espérance Sportive de Tunis, Al Arabi, Al Kuweit entre autres.

La première partie des 32es de finale de la Coupe d'Algérie de football, disputée lundi après-midi, a permis aux favoris de composer sans surprise leur billet pour les 16es de finale de l'épreuve. L'AS Ain M'lila, seul représentant de Ligue 1 Mobilis à effectuer son entrée en lice lundi, a dû recourir à la séance fatidique des tirs au but pour venir à bout du MC El-Bayadh de la Régionale 1 (1-1, aux t.a.b 4-1). Le nouvel entraîneur de l'ASAM le Franco-serbe Daniel Darko Janackovic réussit ainsi ses débuts sur le banc du promu. Ain M'lila accueillera au prochain tour la JSM Béjaïa, dans un derby de l'Est qui promet. Les Béjaouis ont dicté leur loi dans leur antre de l'Unité maghrébine en disposant de la JSM Skikda (2-1), dans la seule confrontation entre pensionnaires de la Ligue 2 inscrite au programme de ces 32es de finale. L'USM El-Harrach, qui souffre en Ligue 2, s'est refait une santé à Béchar en battant la formation de la JS Guir Abadla (Régionale 1) grâce à deux buts signés Boumechra et Aouad. Les deux clubs évoluant en division nationale amateur (DNA), le CRB Kaïs et le CRV Moussa ont

arraché leur qualification en déplacement. Si le CRV Moussa s'est imposé facilement face à Hamra Annaba (inter-régions) 2-0, le CRB Kaïs a dû attendre la séance des tirs au but pour prendre le dessus face au SA Sétif de la division inter-régions (1-1, 4-3 aux t.a.b). En revanche, les deux autres pensionnaires de la DNA, la JSM Tiaret et le CR Béni Thour (vainqueur du trophée en 2000) sont passés à la trappe en se faisant éliminer face respectivement au MB Rouissat de l'inter-régions (1-1, aux t.a.b 4-2) et MB Bazer Sakhra de la Régionale 2 (2-2, aux t.a.b 5-3). L'OR Boumahra et l'IH Chellala qui évoluent en Régionale 1, n'ont pas résisté face respectivement à l'A Boussaâda (2-1) et l'USM Khenchela (3-1).

Imad M.

Les résultats partiels :

Amel Bousaâda - OR Boumahra	2-1
IH Chellala - USM Khenchela	1-3
Hamra Annaba - CRV Moussa	0-2
MC El-Bayadh - AS Ain M'lila	1-1 (1-4, aux t.a.b)
JS Guir Abadla - USM El-Harrach	0-2

MB Rouissat - JSM Tiaret	1-1	(4-2, aux t.a.b)
MB Bazer Sakhra - CR Béni Thour	2-2	(5-3, aux t.a.b)
JSM Béjaïa - JSM Skikda	2-1	
SA Sétif - CRB Kaïs	0-0	(3-4, aux t.a.b)

Coupe arabe des clubs

Le MCA affronte Al Merreikh en quarts

■ Le MC Alger affrontera la formation soudanaise d'Al Merreikh en quarts de finale de la Coupe arabe des clubs de football, selon le tirage au sort effectué lundi à Abou Dhabi sous la conduite du premier vice-président de l'Union arabe et président de la commission d'organisation, l'Algérien Mohamed Raouraoua. Le club algérien jouera le match aller au stade 5-Juillet (Alger) avant de se déplacer à Omdurman pour la manche retour. En cas de qualification, le MC Alger affrontera en demi-finales le vainqueur de la double confrontation entre le Raja Casablanca (Maroc) et l'ES Sahel (Tunisie). Le MCA s'est qualifié pour les quarts de finale en battant en aller et retour les Saoudiens d'Ennasr (1-0, 2-1), alors qu'Al Merreikh avait sorti l'USM Alger (4-1, 0-2). Les quarts de finale de cette compétition proposent également un derby maghrébin entre les Marocains du Raja Casablanca, vainqueurs de la Coupe de la Confédération 2018 et les Tunisiens de l'ES Sahel. La finale de la compétition se déroulera en avril prochain à Al Ain (Emirats arabes unis) et le vainqueur empochera une prime conséquente de 6 millions de dollars.

Equipe nationale

La date du stage avancée

Le stage de préparation qui sera ponctué par un match amical face à la sélection qatarie, devrait se dérouler demain, jeudi, alors qu'il était prévu dimanche prochain. En effet, c'est le sélectionneur national, Djamel Belmadi qui a demandé d'avancer le stage pour travailler davantage avec son groupe et lui permettre de préparer ce match-test face aux qataris dans de meilleures conditions, surtout qu'il s'agit de joueurs locaux et qui ne sont pas, de ce fait, tenus par les dates-FIFA. Le coach souhaite avoir tous

les joueurs sous main et pouvoir donc les préparer à ce rendez-vous important. Par ailleurs, on croit savoir que le sociétaire de l'ES Tunis est le seul joueur professionnel qui est sera tenu de se présenter étant donné que le championnat tunisien est à l'arrêt et le club n'est pas pité par des obligations ces derniers temps. Le plus important pour le coach des Verts et de pouvoir travailler tous les volets, notamment, physiques et techniques pour que l'équipe soit prête pour cette rencontre amicale face à la sélection qatarie qu'il

a eu déjà à diriger auparavant et avec laquelle il avait pu décrocher la Coupe du Golf. Belmadi reste confiant et souhaite que ses joueurs puissent progresser afin de les préparer comme il se doit à la phase finale de la CAN 2019 qui aura lieu au mois de juin prochain et où il souhaite aller au moins au dernier carré. Pour ce qui est de la liste définitive des joueurs convoqués pour ce stage, elle devrait être rendue publique aujourd'hui.

I. M.

Championnats d'Algérie de Volleyball

Les clubs refusent d'entamer la compétition avec une nouvelle formule

Les clubs des Championnats d'Algérie de Super-Division (messieurs) et Nationale Une (dames) de volley-ball, qui s'étaient dit prêts à entamer la compétition après plusieurs semaines de contestation, ont une nouvelle fois décidé de boycotter le championnat après la publication d'une nouvelle formule de compétition par la Fédération algérienne (FAVB). Le porte-parole de l'Amicale des présidents de club, Farès Kabla, a indiqué qu'il leur était "impossible d'entamer la compétition avec une formule qui n'a pas été approuvée, ni lors du Collège technique, ni lors du Bureau fédéral, encore moins lors de l'assemblée générale". "Avec sa décision, la FAVB fait tout

pour ne pas qu'on entame la compétition. Même la répartition des équipes dans les deux groupes n'est pas logique. J'avais déjà déclaré qu'on était prêts à jouer, mais pas le mardi, il y a beaucoup de choses à remettre dans l'ordre après une très longue intersaison", a ajouté le président du NC Béjaïa. La FAVB a publié samedi sur son site officiel une nouvelle formule de compétition pour le Championnat d'Algérie de Super-Division (messieurs), avec deux groupes (Centre-Est et Centre-Ouest), histoire d'alléger les dépenses des clubs, en proie à une grave crise financière, alors que la formule initiale regroupait tous les clubs dans une seule poule avec l'objectif d'avoir, dans

quelques années, un championnat de huit équipes seulement. Kabla a également fait savoir que deux clubs, à savoir le GS Pétroliers et le NR Bordj Bou Arréridj, se présenteraient mardi sur le terrain, alors que les autres boycotteront une nouvelle fois la reprise de la compétition. "Si on joue c'est sans pressions, si on ne joue pas c'est sans pressions aussi. On n'est pas responsables de cette crise financière, on ne veut pas entrer en conflit avec le ministère de tutelle qui tente de nous aider, mais ça reste insuffisant", a-t-il conclu. Réunis vendredi dernier à Tichy (Béjaïa), les présidents des 24 clubs composant les Championnats masculin et féminin s'étaient dit prêts à entamer

la saison 2018-2019 vendredi prochain mais sous conditions. Pour rappel, cela fait plusieurs semaines que les présidents de club ont décidé de boycotter l'entame des championnats jusqu'à la satisfaction de leurs revendications par la tutelle. La Fédération algérienne de volley-ball a tenté à plusieurs reprises de désamorcer la crise, en vain. Elle a même essayé de mettre les clubs devant le fait accompli en programmant la journée inaugurale des championnats mais le GSP, parrainé par Sonatrach, s'est retrouvé tout seul sur le terrain, avant de rallier la cause des "contestataires" à qui il apporte désormais son soutien.



Alger
Ensoleillé
Min 9 °C
Max 19 °C



Oran
Ensoleillé
Min 8 °C
Max 20 °C



Annaba
Ensoleillé
Min 6 °C
Max 17 °C

Europe

Plus d'un tiers des immigrants sont surqualifiés pour l'emploi qu'ils occupent

Plus d'un tiers des immigrants en Europe sont surqualifiés pour l'emploi qu'ils occupent, pour lesquels la reconnaissance de leurs qualifications est un grand défi, indique mardi un rapport de l'Unesco.

Publié à l'occasion de la Journée internationale des migrants, le document d'orientation produit par l'équipe du Rapport mondial de suivi sur l'éducation de l'Unesco et intitulé «Quel gâchis : assurer la reconnaissance des qualifications et des acquis antérieurs des réfugiés et des migrants», montre que plus d'un tiers des immigrants ayant un haut niveau d'instruction sont surqualifiés pour l'emploi qu'ils occupent, contre un quart parmi le reste de la population.

«Les systèmes de reconnaissance des qualifications et des acquis antérieurs ne sont pas à la hauteur des besoins : un immigrant sur huit en Europe cite l'impossibilité de faire reconnaître ses qualifications comme la principale difficulté rencontrée, bien avant la méconnaissance de la langue, les discriminations, ou les restrictions en matière de visas», a expliqué le rapport qui relève que des docteurs ou enseignants sont chauffeur de taxi.

Selon le conseiller principal pour l'éducation au Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (Unucr), certains migrants et réfugiés trouvent que les procédures pour faire reconnaître leurs qualifications sont si complexes qu'il leur est impossible de trouver le moindre emploi.

Des estimations font état, dans les pays de l'Ocde, que seules 30% des titulaires d'un diplôme d'enseignement supérieur délivré en dehors de l'Europe ou de l'Amérique du Nord occupent un emploi hautement qualifié. Moins de 15% d'entre eux estiment que leur emploi est «en adéquation» avec leur niveau d'instruction.

Aux Etats-Unis, indique le document, près d'un immigrant sur quatre titulaire d'un diplôme post-secondaire se retrouve avec un emploi peu qualifié ou sans emploi. «Cela représente chaque année un manque de 39 milliards de dollars en termes de rémunérations et une perte de 10,2 milliards de dollars de recettes fiscales», a-t-on souligné.

«Les réfugiés ont encore moins de chances d'avoir avec eux des documents attestant leurs qualifications», a déclaré Manos Antoninis, directeur du Rapport mondial de suivi sur l'éducation, expliquant que «lorsque vous fuyez un conflit, emporter vos diplômes n'est pas la première chose qui vous vient à l'esprit».

Pour lui, les systèmes de reconnaissance doivent donc être «plus simples» et il faut réduire le nombre de démarches administratives demandées aux réfugiés. Les enfants et les étudiants ne sont pas épargnés et sont eux aussi confrontés à des difficultés pour être placés à un niveau scolaire adéquat sans documents officiels. A cet effet, l'Unesco annonce une nouvelle convention mondiale sur la reconnaissance des qualifications de l'enseignement supérieur qui devrait être adoptée l'année prochaine.

Bilal L.

GHIR HAK

radje07@yahoo.fr

UNE COUPE DU MONDE EN ALGÉRIE C'EST POSSIBLE



Corée du Sud

Le Premier ministre s'offre une visite touristique à Alger



Le Premier ministre de la République de Corée, Lee Nak-yeon, s'est offert une visite touristique au Musée national des Beaux-Arts et au Jardin d'Essai du Hamma à Alger, durant laquelle il a pu apprécier la richesse et la valeur de ce que recèlent ces deux sites exceptionnels du patrimoine culturel et botanique, à la dimension universelle.

Accompagné du ministre de l'Industrie et des Mines, Youcef Youf, ainsi que des membres de la délégation l'accompagnant durant sa visite en Algérie, Lee Nak-yeon a entamé sa virée récréative par le Musée national des Beaux-Arts, sis au quartier Mohamed Belouizdad.

Tout au long de sa découverte des précieux objets que renferme ce musée, le haut responsable sud-coréen a reçu, par la directrice de l'établissement, Dalila Orfali, des éclairages instructifs sur des collections et des œuvres particulières.

Il a pu ainsi se faire une idée sur, entre autres, des pans de l'histoire d'Alger au travers d'une exposition d'estampes avant de prendre connaissance des nombreuses salles dédiées aux différentes collections d'art, de diverses époques et origines. Le Premier ministre a, en outre, été conduit vers la bibliothèque d'art spécialisé dudit musée pour y prendre connaissance des œuvres exposées de Baya, une des figures féminines les plus en vue de la peinture algérienne. Considéré comme l'un des plus grands Musées d'art d'Afrique (4 200 m²) et ouvert au public depuis 1930, le Musée des Beaux-Arts renferme pas moins de 8 000 pièces exposées au public, dont 1 500 au cabinet des estampes et 800 autres de sculptures.

Depuis le balcon du Musée des Beaux-Arts, le Premier ministre sud-coréen, ainsi que la délégation de son pays, ont été conviés à apprécier la vue pittoresque don-

nant sur le Jardin d'Essai du Hamma, seconde escale de cette sortie algéroise. Des informations sur les différentes caractéristiques de ce site y ont également été fournies aux hôtes de l'Algérie. Ces derniers ont pu ainsi découvrir les jardins français et anglais composant ses ailes principales ainsi que les multiples allées agrémentées d'espèces florales d'une variété exceptionnelle, dont des washingtonias (palmiers), des cocos, des dragonniers, etc.

Créé en 1832 et s'étalant sur 32 ha, le Jardin d'Essai du Hamma est réputé pour sa luxuriante végétation et sa riche faune, dont des espèces rares et sauvages en provenance d'Afrique et d'ailleurs, faisant de ce site d'acclimatation un des plus importants au monde.

Pour rappel, le Premier ministre de la République de Corée, Lee Nak-yeon, a entamé dimanche une visite officielle de trois jours en Algérie. **Reda A.**

Turquie

Près de 2 000 condamnations à vie depuis le putsch manqué

Près de 2 000 personnes ont été condamnées à la prison à vie en Turquie lors de procès liés au putsch manqué de juillet 2016 contre le président Recep Tayyip Erdogan, ont rapporté les médias locaux mardi.

Ankara impute le coup d'Etat manqué au prédicateur Fethullah Gülen, qui vit en exil aux Etats-Unis depuis une vingtaine d'années et nie toute implication dans la tentative de putsch.

Depuis le coup de force, les autorités turques ont lancé des purges d'une ampleur sans précédent, visant notamment les parti-

sans présumés de M. Gülen.

Plus de 55 000 personnes ont été arrêtées et 140 000 limogées ou suspendues.

Sur 289 procès ouverts depuis le putsch avorté à travers le pays, 239 se sont, d'ores et déjà, achevés, donnant lieu à 1 934 condamnations à la prison à vie, selon l'agence de presse Anadolu.

En outre, 1 123 personnes ont été condamnées à des peines allant d'une à 20 années de prison, selon la même source.

L'une des dernières personnes à être condamnées est un neveu de M. Gülen, Selman Gülen, qui s'est vu infliger hier une

ACTU...

Maroc

Deux touristes retrouvées mortes dans une zone montagneuse du Sud

Deux touristes scandinaves ont été retrouvées mortes dans une zone montagneuse du sud du Maroc, avec sur leur cou des «signes de violence à l'arme blanche», ont annoncé lundi les autorités marocaines. Les corps de deux femmes, l'une Danoise, l'autre Norvégienne, ont été retrouvés lundi matin dans une «région montagneuse isolée» à 10 km d'Imlil, un petit village du Haut-Atlas, selon un communiqué du ministère de l'Intérieur. Une enquête a été ouverte pour «élucider les circonstances de cet acte criminel», a ajouté cette source, sans plus de détails sur les circonstances de ce drame. Le massif du Haut-Atlas est réputé pour ses chemins de randonnée et accueille chaque année des dizaines de milliers de visiteurs. La commune rurale d'Imlil est elle considérée comme le point de départ pour l'ascension du plus haut sommet d'Afrique du Nord, le Mont Toubkal (4 167 m). Le tourisme est un secteur-clé de l'économie marocaine, qui représente 10% de la richesse du pays et constitue son deuxième employeur après l'agriculture. **R. M.**

Accidents de la circulation

36 morts en une semaine

Trente-six personnes ont trouvé la mort et 1 164 autres ont été blessées dans 1 083 accidents de la circulation enregistrés durant la période du 9 au 15 décembre au niveau national, indique un bilan rendu public hier par la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de M'sila où cinq personnes sont décédées et 23 autres ont été blessées dans 22 accidents de la route, note la même source. Par ailleurs, les unités de la Protection civile ont effectué 877 interventions, durant la même période, pour procéder à l'extinction de 561 incendies urbains, industriels et autres. **H. Y.**

Oran

Une femme de 54 ans parmi les harraga

Dix-neuf candidats à l'émigration clandestine ont été interceptés, hier dans la matinée, au nord de Cap Falcon (Aïn El Turck), par des unités du groupement territorial des garde-côtes d'Oran, a-t-on appris, hier, auprès de la cellule de communication de ce corps de sécurité.

Ces 19 personnes dont trois femmes qui ont tenté leur aventure, à bord d'une embarcation pneumatique ont été interceptées à 4h 30 du matin, à 7 miles au nord-est de Cap Falcon par une patrouille de garde-côtes, a indiqué la même source. Une femme, âgée de 54 ans, se trouvait parmi ces trois candidates à l'émigration clandestine, a-t-on précisé. Ces 19 personnes ont été remises, après les formalités d'usage, à la Gendarmerie nationale pour les présenter devant la justice, a-t-on ajouté. **H. M.**